

CRISES

ECONOMIQUE, POLITIQUE
SOCIALE, ANTHROPOLOGIQUE

1965 - 1974 - 1994

*Recueil de trois textes de
Cornelius CASTORIADIS (1922 - 1997)*

« *La crise de la société moderne* », conférence donnée en mai 1965 en Angleterre pour le groupe *Solidarity* qui l'a publiée. Reprise dans « *Capitalisme moderne et révolution, T2* », ed. 10/18, 1979

L'introduction à la 2nd édition anglaise (1974) du « *Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » (1959), reprise dans « *Capitalisme moderne et révolution, T2* », ed. 10/18, 1979

La préface, rédigée en 1994, au livre de Jean-Michel Denis ; « *Les coordinations ; la recherche désespérée d'une citoyenneté* », Ed. Syllepse, 1996, pp. 9-13

LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ MODERNE

Conférence donnée en mai 1965 à Tunbridge Wells (Kent) devant des camarades et des sympathisants de *Solidarity* et publiée, sous forme ronéotypée, par *Solidarity* en 1966. Traduit de l'anglais par l'auteur. Repris dans « *Capitalisme moderne et révolution, T2* », ed. 10/18, 1979, pp. 293 - 316

I INTRODUCTION

Le thème de la discussion d'aujourd'hui est « la crise de la société moderne ». Je voudrais commencer par l'évocation de ce qui apparaît comme un paradoxe fantastique de la société industrielle moderne et de la manière dont les gens y vivent et y agissent. C'est la contradiction entre l'omnipotence apparente de l'humanité à l'égard de son environnement physique (la technique devient de plus en plus puissante, les conditions physiques sont de plus en plus soumises à contrôle, nous pouvons extraire de la matière une quantité croissante d'énergie, etc.) et, d'un autre côté, le terrible chaos et le sentiment d'impuissance face aux problèmes de la société, les problèmes des êtres humains, la manière dont les systèmes sociaux fonctionnent, etc.

Permettez-moi d'en fournir un ou deux exemples. Aujourd'hui un homme de science peut vous dire à peu près combien de galaxies il y a dans un rayon de six milliards d'années-lumière autour du système solaire. Mais M. Macmillan, alors Premier Ministre, ne savait pas ce qui se passait derrière la porte d'à côté, lors de l'affaire Profumo. Cela peut sembler une histoire drôle, mais résume de manière frappante la situation générale. De même, nous pouvons extraire des quantités énormes d'énergie à partir de petite morceaux de matière, mais si, dans une usine ou une autre organisation, les patrons essaient d'extraire des ouvriers un seul mouvement additionnel, il y a une résistance extraordinaire, et il se peut qu'à la fin ils n'y arrivent pas.

Cela ne veut pas dire que, du point de vue de ce que l'on pourrait appeler l'« environnement interne » de la société, il n'y ait pas eu de changements, et même, dans certains cas, des changements importants et progressifs. Ce que l'on appelle prospérité est plus généralisé que par le passé (bien que l'on devrait examiner plus précisément de quoi est faite cette prospérité) ; Il y a une diffusion de la culture, il y a une amélioration de la santé publique, etc. Mais ici nous rencontrons un deuxième paradoxe. Cette société qui produit une telle quantité de biens - et où la population participe, à un certain degré, à cette expansion de la richesse -, cette société qui apparemment, a créé des conditions de vie moins cruelles pour la plupart des gens qui y vivent, n'offre pas l'image d'une plus grande satisfaction, d'un plus grand bonheur pour un plus grand nombre de gens. Les gens sont mécontents, grognent, protestent ; les conflits sont incessants. Même si le mécontentement prend des formes différentes, cette société plus riche et plus prospère contient probablement davantage tensions que la plupart des autres sociétés connues dans l'histoire.

Ces paradoxes fournissent, d'une certaine façon une première définition de la crise de la société moderne. Mais c'est là une manière superficielle de considérer les phénomènes qui nous confrontent. Si nous approfondissons l'examen, nous constatons que la crise se manifeste à tous les niveaux de la vie sociale.

II LA CRISE DES VALEURS

Commençons par un aspect que les marxistes traditionnels considèrent comme appartenant seulement à la « superstructure » de la société, comme un phénomène secondaire et dérivé, mais que je tiens pour très important, c'est-à-dire la crise des valeurs sociales et humaines.

Aucune société ne peut exister sans un ensemble de valeurs que la presque totalité de ses membres reconnaissent et auquel ils adhèrent. La question ici n'est pas de savoir si ces valeurs sont justes ou non - ou si elles masquent des mécanismes réels par lesquels une partie de la société réussit à exploiter le reste. Un tel ensemble de valeurs a été nécessaire pour la cohésion et pour le fonctionnement de toutes les sociétés que nous connaissons - y compris des sociétés divisées en classes. Ce sont ces valeurs qui, constamment, orientent les motivations et les actions des gens et les rendent cohérentes au sein de la totalité sociale. Cette fonction ne peut pas être assurée simplement par la violence ou la coercition, ni simplement par le Code Pénal, qui dit : « tu ne feras pas cela, autrement tu iras en prison ». Il faut quelque chose de plus. La loi ne formule que ce qui interdit. Elle ne peut pas fournir des motivations positives, une orientation positive qui rende les gens capables de donner un contenu à la vie sociale.

Or, nous savons tous (et cela a été dit depuis longtemps, ce qui n'en diminue pas l'importance) qu'un tel ensemble de valeurs, un tel système de fins acceptées par tous et de croyances communes portant sur ce qui est bien et ce qui est mal, ce que l'on doit faire et ne pas faire (indépendamment de ce qu'en dit le Code Pénal) n'existe plus guère dans la société d'aujourd'hui.

Il y a eu dans toutes les sociétés, et dans toutes les périodes historiques, une question concernant la place de l'être humain dans le monde et le sens de la vie en société et de la vie en général. Chaque période de l'histoire a essayé de donner une réponse à ces questions. Il ne s'agit pas de savoir si ces réponses étaient justes ou non ; le simple fait qu'il y avait une réponse créait une cohésion pour les gens vivant pendant ces périodes, donnait une finalité à leurs actes et une signification à leur vie. Aujourd'hui, il n'y a guère de réponse. Nous savons que les valeurs religieuses n'existent plus, qu'elles sont pratiquement dissoutes. Ce que l'on appelait les valeurs morales (pour autant qu'elles peuvent être distinguées des valeurs religieuses), sont aussi pratiquement dissoutes. Est-ce qu'il subsiste vraiment des normes morales acceptées dans la société d'aujourd'hui ?

Au niveau officiel, des pouvoirs existants, de la presse, etc., il n'existe qu'une hypocrisie officielle qui se reconnaît elle-même, presque explicitement, comme simple hypocrisie et ne prend pas au sérieux ses propres normes. Et, dans la société en général, prévaut un cynisme extrêmement répandu, constamment nourri par les exemples offerts par la vie sociale (scandales, etc.). L'idée générale est que vous pouvez faire n'importe quoi, et que rien n'est « mal », pourvu que vous puissiez vous en sortir, pourvu que vous ne soyez pas pris.

Ce qui était apparu, en Europe occidentale, et pour un long laps de temps, comme une valeur universelle qui soudait la société, à savoir l'idée de nation, de puissance nationale, de grandeur nationale, n'est plus une valeur acceptée. Et ce qui en était la base réelle - ou la prétention d'une base réelle - a disparu. Par le passé, lorsque les grandes nations prétendaient qu'elles jouaient un rôle important dans les affaires mondiales, cela était souvent une mystification. Mais aujourd'hui, aucune nation ne peut même plus prétendre cela, excepté l'Amérique et la Russie. Et, même pour ces pays, ce « rôle dirigeant dans les affaires mondiales » apparaît clairement comme n'étant qu'un enfoncement dans l'impasse de l'antagonisme nucléaire.

Est-ce que le savoir ou l'art pourraient fournir les valeurs de la société aujourd'hui ? D'abord, n'oublions pas que le savoir ou l'art n'ont de l'importance ou de la signification que pour des couches très limitées de la population, du moins aujourd'hui. Plus généralement, dans l'histoire, toutes les fois où l'art a joué un rôle dans la vie sociale, il n'a jamais été une fin se suffisant à elle-même. Il a été une partie des activités d'une communauté, qui exprimait sa vie dans et par cet art. Tel était le cas de la période elisabéthaine. Tel était le cas de la Re-

naissance. Tel était le cas de la Grèce ancienne. Les anciens Grecs ou les gens de la Renaissance ne vivaient pas pour l'art, mais accordaient une grande valeur à leur art parce qu'ils se reconnaissaient et reconnaissaient leurs problèmes dans cet art. Leur vie avait une signification que leur création artistique exprimait sous sa forme la plus haute.

Et qu'en est-il du savoir ? Celui-ci aussi, pris dans son sens strict, est confiné aujourd'hui à une petite minorité. En même temps, une énorme crise se développe à l'intérieur de la science. Crise qui est consécutive à la division toujours plus poussée entre les sphères particulières du savoir, à la spécialisation croissante, au fait qu'un scientifique aujourd'hui est nécessairement quelqu'un qui a des connaissances de plus en plus grandes sur un nombre de choses de plus en plus petit. Parmi les scientifiques eux-mêmes, du moins ceux qui ont une vue plus large, règne un profond sentiment de crise concernant ce qui, hier encore, était considéré comme la base solide du savoir positif. Newton pensait qu'il découvrirait des vérités impérissables, qu'il lisait une page du livre éternel de la nature ou de la création divine. Aujourd'hui, aucun scientifique ne croit plus que lorsqu'il découvre une « loi » il découvre une vérité éternelle. Il sait seulement qu'il fera peut-être l'objet de trois lignes dans une histoire de la physique ou de la chimie, disant : « Les tentatives d'explication des particularités de ce phénomène par W. en 1965 ont créé quelques espoirs, qui ont conduit à la théorie X. Celle-ci a été toutefois dépassée ultérieurement par la formulation des théories Y et Z. »

Les scientifiques eux-mêmes, comme par exemple Oppenheimer, ont une perception dramatique d'un autre aspect de la crise. C'est que, par cette spécialisation, ils ne sont pas seulement isolés de l'ensemble de la société, mais qu'ils se sont aussi isolés *les uns des autres*. Il n'existe plus de communauté scientifique pratiquant un langage commun. Dès que l'on dépasse les limites d'une spécialité, l'on ne peut plus communiquer, car il n'y a guère de terrain commun.

Que se passe-t-il dans ces conditions ? Quelles sont les valeurs que la société propose aujourd'hui à ses citoyens ? La seule valeur qui survit est la consommation. L'acquisition d'un nombre croissant d'objets, ou d'objets nouveaux, est censée pouvoir remplir complètement la vie des gens, orienter leur effort, les attacher au travail etc. Je ne m'attarderai pas beaucoup sur ce point, que vous connaissez tous très bien. Je soulignerai seulement combien tout cela ne fournit qu'une réponse partielle et insatisfaisante, même en tant que mystification. Déjà aujourd'hui, les gens ne peuvent pas remplir leur vie simplement en travaillant pour gagner davantage d'argent qui leur permettra d'acheter un appareil de télévision plus moderne, et ainsi de suite. Cela est ressenti de plus en plus. La raison profonde en est, évidemment, que cette consommation, dans son contenu, ne correspond pas à des besoins humains véritables. Elle est de plus en plus manipulée pour que les achats fournissent un débouché à la production toujours croissante

d'objets de consommation. Ce type d'existence devient absurde, presque par définition. La valeur accordée à l'acquisition d'un plus grand nombre d'objets ou d'objets plus « modernes » est prise dans un processus d'auto-réfutation perpétuelle. Car cette acquisition n'a pas de fin. Tout ce qui compte est d'avoir quelque chose de plus, quelque chose de plus « moderne ». Les gens commencent à prendre conscience de ce que l'on appelle maintenant aux Etats-Unis la « course de rats ». Vous essayez de gagner davantage d'argent pour pouvoir consommer plus que vos voisins. Vous vous valorisez, pour ainsi dire, plus que vos voisins parce que vous avez un niveau de consommation plus élevé, et ainsi de suite.

III TRAVAIL

Essayons maintenant de voir comment la crise se manifeste dans la sphère de l'activité des gens. Nous pouvons commencer en regardant le sort du travail.

Depuis le début du capitalisme, la tendance constante du système a été de détruire le travail en tant qu'activité sensée. Ce que pouvait être auparavant la relation du paysan, par exemple, à sa terre, ou de l'artisan à l'objet qu'il fabriquait, a été graduellement détruit avec la révolution industrielle, avec la division du travail, avec l'enchaînement des gens à des parties extrêmement fragmentées du processus de production. En même temps s'est développé l'effort continu et constamment croissant des entreprises capitalistes, et maintenant de la bureaucratie gestionnaire, d'intervenir de plus en plus profondément dans le processus de travail. Elles essayent de le diriger de l'extérieur ; non seulement de définir les résultats finals du travail, les objectifs et les méthodes de la production, mais encore de définir avec précision les gestes des ouvriers par le chronométrage, l'étude des mouvements etc. Dans l'industrie occidentale c'est là un état de choses bien établi depuis plus d'un demi-siècle. Le sens du travail n'a pas été seulement détruit dans son aspect *objectif* pour ainsi dire. Personne ne produit plus une chose, un objet. Les travailleurs ne produisent plus que des composantes, dont la destination précise leur est souvent inconnue. Le sens du travail a été également détruit dans son aspect *subjectif*, car lorsqu'on produit une pièce, dans le système actuel, on n'est pas supposé avoir un mot à dire sur la façon de produire cette pièce.

Cette évolution, cette destruction du sens du travail (qui va nécessairement ensemble avec la totalité du système social) a des effets très importants. Elle se manifeste comme aliénation subjective de l'ouvrier par rapport au processus de travail, car l'ouvrier se vit à la fois comme un étranger à ce processus et, en même temps, comme quelqu'un de manipulé. Elle se manifeste aussi socialement, on pourrait presque, dire objectivement, parce que, malgré tout, la production mo-

derne exige la participation active des humains à la fois en tant qu'individus et en tant que groupes.

Le sujet véritable de la production moderne est de moins en moins l'ouvrier individuel. C'est le groupe, l'équipe d'ouvriers. Et à ce niveau, le même phénomène se reproduit. La direction de la production refuse d'accepter ce fait : que la véritable unité de travail est de plus en plus une équipe, un corps collectif, car la résistance d'un groupe aux règles de travail qu'on lui impose et aux tentatives de détruire le sens du travail est plus grande. Il est beaucoup plus facile de manipuler les gens au niveau individuel. Ainsi surgit une autre contradiction.

La crise du travail moderne ne se manifeste pas seulement sous forme de misère psychique de l'ouvrier, mais aussi objectivement, sous forme d'impasse du processus de production. La production moderne exige la participation active des producteurs, aussi bien en tant qu'individus qu'en tant que groupes. Cependant, les méthodes qu'établit le système, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, visent à détruire cette participation en même temps qu'elles la requièrent. Cette antinomie s'exprime à la fois par un immense gaspillage dans la production et par un conflit permanent dans l'industrie, conflit entre ceux qui sont censés exécuter seulement des ordres, et ceux qui dirigent.

IV ALIÉNATION POLITIQUE

Considérons maintenant une autre sphère, la sphère de la politique. Tout le monde connaît la crise de la politique. Elle est discutée depuis longtemps, sous la désignation de l'« apathie ». Qu'est-ce que l'apathie et quelles en sont les racines ? Au bout d'une certaine évolution historique, aussi bien l'Etat que diverses autres institutions (ainsi les collectivités locales) ont été bureaucratisés, comme l'a été à peu près tout dans la société moderne. Les organisations politiques - non seulement les organisations politiques bourgeoises, conservatrices, mais aussi les organisations politiques créées par la classe ouvrière pour lutter contre la classe dominante et son Etat - et même les syndicats ont été partie prenante de ce processus. Indépendamment de ses autres aspects, cette bureaucratisation a signifié que les gens ont été exclus de la direction de leurs propres affaires.

Le sort des syndicats est maintenant abandonné à des fonctionnaires nommés, à des individus « élus » pour de longues périodes. Ces gens agissent de telle sorte que la base est empêchée d'exprimer ses opinions, comme d'exercer une quelconque véritable activité dans le syndicat. La base ne sert que d'appui, elle paie des cotisations et obéit à des ordres. De temps en temps, on lui donne un ordre de grève. Mais elle n'est pas supposée avoir un mot à dire dans tout cela. Par une

réaction naturelle, la base s'aliène alors de l'organisation, qu'il s'agisse du syndicat ou du parti.

Je ne sais pas quelle étendue ce processus a déjà pris en Grande-Bretagne. Sur le Continent, nous sommes habitués à des réunions des sections syndicales où l'on ne trouve que les deux ou trois responsables syndicaux et peut-être une demi-douzaine d'autres personnes, sur un total de deux cents membres qui devraient être présents. Dans ces conditions, une sorte de cercle vicieux est créé. La bureaucratie dit : « Vous voyez bien ! Nous avons convoqué les gens pour qu'ils viennent discuter leurs affaires. Et ils ne viennent pas. Quelqu'un doit prendre les choses en main, afin de résoudre leurs problèmes. Alors, nous le faisons. Nous le faisons *pour* eux, non pas pour nous-mêmes. » En partie, c'est là de la propagande par laquelle la bureaucratie se justifie elle-même, mais en partie c'est aussi la vérité. Mais ce que l'on ne voit pas d'habitude, c'est que ce cercle vicieux a toujours trouvé son origine à un moment particulier, où le désir et la tendance des gens de participer activement et de prendre en main leurs propres affaires ont rencontré l'opposition de la bureaucratie et ont été finalement détruits par celle-ci, qui a utilisé à cette fin tous les moyens dont elle disposait.

La situation est la même dans les organisations politiques. Elles se sont bureaucratisées, et éloignent les gens de toute participation active, excepté peut-être dans les périodes de « crise », où l'on peut parfois voir les dirigeants appeler le peuple à l'aide. C'est ce qu'a fait de Gaulle en France, en 1960. Il lançait des appels à la radio : « Aidez-moi contre la révolte d'Alger ! » Il venait juste de fabriquer une constitution par le moyen de laquelle la population devait être maintenue fermement à sa place pendant sept ans. Puis d'un coup, lorsqu'une crise est survenue, il a appelé à l'aide. S'attendait-il que les gens aillent avec leurs 2 CV aux aéroports pour combattre les parachutistes débarquant d'Alger ?

De plus en plus, la population devient consciente de ce fait : la politique aujourd'hui n'est qu'une manipulation des gens, une manipulation de la société au service d'intérêts particuliers. La phrase : « c'est tous la même bande » (que l'on entend souvent dans la bouche des « apathiques » ou « non-politisés ») exprime, d'abord, une vérité objective. Elle traduit aussi, en première approximation, une attitude parfaitement correcte. Les gens ont compris, à la fin, que tous ceux qui sont en compétition pour le gouvernement de la société appartiennent à une seule et la même bande.

Cela a été reconnu, lors des élections anglaises de 1959, par la presse bourgeoise sérieuse (par exemple l'*Economist* et le *Guardian*). Ces journaux regrettaient amèrement l'absence de toute différence reconnaissable entre les programmes des Travailleurs et des Conservateurs. C'était là quelque chose de très mauvais, car la beauté de la démocratie britannique consiste dans le système de deux partis. Mais, pour avoir *deux* partis, on doit avoir *quelque chose* qui en fait

vraiment *deux* partis et non pas simplement deux faces de la même bande. On doit avoir *quelques* différences réelles, du moins dans ce qu'ils disent sinon dans ce qu'ils font. Aujourd'hui, ces « différences » tendent à disparaître.

Quel est le résultat final de tout cela ? Les partis (et, aux Etats-Unis, les Présidents) ne peuvent pas faire appel au soutien des gens sur la base de leurs idées ou de leur programme. Les Présidents ou les partis sont maintenant vendus à la population comme des marques de pâte dentifrice. On crée une « image » de Kennedy, ou de Johnson, ou de Sir Alec, ou de Wilson. Les experts en relations publiques se demandent : « Est-ce que Wilson n'apparaît pas trop comme un intellectuel ? Ne devrait-il pas dire quelque chose pour corriger cette impression ? Que devrions-nous faire pour gagner l'appui de ce 5 % des électeurs qui aiment bien Sir Alec parce qu'il est plutôt bête et qui ne veulent pas d'un Premier Ministre trop intelligent ? Est-ce que Wilson ne devrait pas s'efforcer à dire quelque chose de vraiment stupide la prochaine fois ? »

A la fin, il devient impossible de distinguer la politique de toute autre forme de publicité ou de vente de produits. A cet égard, la nature des produits n'a pas d'importance, bien qu'elle puisse en avoir à d'autres.

Il n'est guère nécessaire d'insister sur le fait que tout cela ne crée pas seulement une crise au sens subjectif. Il ne s'agit pas simplement de ce que nous n'aimons pas que la société soit gouvernée de cette manière. Tout cela a des répercussions objectives. Pendant la Renaissance, dans une ville italienne, un tyran pouvait réussir à maintenir la population dans une passivité terrorisée. Mais la société moderne, avec ses règles et ses institutions, ne peut pas être gérée sur cette base, pas même du point de vue des dominants eux-mêmes. Elle ne peut pas être gouvernée dans des conditions où la population s'abstient de *toute* intervention et de *tout* contrôle de la politique, car alors il n'y a plus aucun contrôle de la réalité sur les politiciens. Ceux-ci commencent à planer et le résultat est, par exemple, Suez. La crise se répercute sur le fonctionnement même de la société.

V RELATIONS FAMILIALES

Un autre domaine où la crise se manifeste très intensément est celui des relations familiales. Nous connaissons tous les grands changements qui ont lieu dans ce cas. Les normes traditionnelles, la moralité, les comportements qui caractérisaient la famille patriarcale et qui dominaient encore en Europe occidentale jusqu'au début du siècle, sont en train de s'effondrer. Le pivot des relations familiales, l'autorité de l'homme, du père, est en train de se pulvériser. La morale sexuelle, telle qu'elle existait autrefois, se désintègre. Les relations traditionnelles

entre parents et enfants se dissolvent de plus en plus. Et rien ne vient prendre leur place.

Nous devrions nous attarder quelque peu sur ces phénomènes et essayer de comprendre ce qu'ils signifient vraiment. J'aimerais être bien compris. Aucun doute que la famille patriarcale et la morale qui lui correspond soient, de notre point de vue, absurdes, inhumaines, aliénantes. C'est là un premier niveau de discussion. Mais, à un niveau plus profond, ce qui importe n'est pas notre jugement. Une société ne peut pas fonctionner à moins que les relations entre hommes et femmes et l'élevage des enfants ne soient régulés à un certain degré (je ne parle pas, évidemment, d'une régulation mécanique, simplement juridique), d'une manière qui permette aux gens de vivre leur vie comme individus appartenant à un sexe avec ceux qui appartiennent à l'autre, d'une manière qui permette que les nouvelles générations soient procréées et élevées sans entrer en conflit avec les arrangements sociaux existants. Cet aspect « fonctionnel » de la famille existait dans la famille patriarcale. Il existait, ou aurait pu exister, dans la famille matriarcale. Il existe dans une famille musulmane polygamique. Ce qui importe, ce n'est pas d'émettre des jugements sur ces formes. Il y avait dans ces sociétés des méthodes pour résoudre - et non pas simplement sur le plan juridique - le problème de la relation entre l'homme et la femme, entre les parents et les enfants. Ces méthodes tenaient compte des aspects juridiques, économiques, sexuels et psychiques (que l'on pourrait appeler freudiens) de la création de nouveaux êtres humains adaptés plus ou moins à la forme existante de vie sociale. Mais aujourd'hui ce qui assurait ce type de cohésion, à savoir la famille patriarcale, se décompose de plus en plus. Et avec elle se décompose tout ce qui l'accompagnait : la morale sexuelle traditionnelle, la relation traditionnelle entre le père et la mère, les relations traditionnelles entre parents et enfants.

Rien n'émerge, à première vue, pour remplacer les conceptions traditionnelles. Cela crée une crise immense, qui se manifeste dans des formes aisément repérables, comme la dissolution de familles, les enfants sans foyer, les énormes problèmes de la jeunesse contemporaine, les blousons noirs (*mods* et *rockers*), etc. Tout cela a une signification très profonde. En un sens, ce qui est jeu est la question même de la continuation de la société. Je n'entends pas la simple reproduction biologique, mais la reproduction de personnalités qui ont un certain rapport à leur environnement.

Par rapport à tout le complexe de problèmes qui existent relativement à la famille, au sexe, aux parents, aux enfants, à l'homme et à la femme, etc., personne ne sait avec certitude ce qu'il ou elle est supposé faire. Quel est son rôle ? Quelle est, par exemple, la place de la femme dans la société d'aujourd'hui ? Vous pouvez faire de la femme une des quinze femmes dans un harem, vous pouvez en faire une matrone victorienne, vous pouvez en faire la femme grecque dans le

gynécée ; mais, d'une manière ou d'une autre, elle doit avoir une certaine place dans la société. Vous pouvez dire, comme Hitler, que sa place est dans la cuisine, auprès de ses enfants, à l'église. Cela est cohérent. Inhumain, barbare - mais cohérent. Mais quelle est la place de la femme dans la société d'aujourd'hui ? Doit-elle être exactement comme un homme, avec une petite différence physique ? Doit-elle être quelqu'un qui travaille pour la plus grande partie de son temps ? Ou bien doit-elle être d'abord épouse et mère ? Ou bien les deux à la fois ? Et peut-elle être les deux à la fois ? Est-ce faisable ? Est-ce que la société crée les conditions qui le rendraient faisable ? L'incertitude totale qui règne sur ces points crée une crise terrible quant au statut et même la personnalité des femmes. Elle crée une désorientation totale, laquelle affecte aussi immédiatement les hommes. Les hommes possèdent une sorte de privilège à cet égard, au sens qu'ils semblent continuer plus ou moins à vivre leur rôle traditionnel. Ils sont hors de la maison, travaillent pour gagner de l'argent. Mais c'est là une apparence fallacieuse, car considérés ainsi, les hommes et les femmes ne sont que des abstractions. Ce qui arrive aux femmes affecte les hommes. On ne peut définir ces deux êtres si ce n'est dans leur relation réciproque.

Les effets les plus dramatiques de cette incertitude sont ceux que subissent les jeunes générations. Par le moyen de mécanismes essentiellement inconscients, sur lesquels nous connaissons, grâce à Freud, certaines choses, les enfants adoptent des modèles, s'identifient à l'une ou l'autre des images parentales d'après leur sexe. Ils peuvent même faire cela dans un contexte familial plus large que celui des parents biologiques. Mais la présupposition en est que les enfants en train de pousser trouvent devant eux une femme-mère et un homme-père avec des types de comportement, des attitudes et des rôles lesquels, même s'ils ne sont pas définis noir sur blanc, correspondent à quelque chose de relativement clair et certain. Dans la mesure où tout cela est de plus en plus mis en question dans la société d'aujourd'hui, les enfants ne peuvent pas grandir en s'aidant de ce processus d'identification, un processus qui est nécessaire, bien qu'il puisse être vu aussi bien comme aliénant. L'enfant n'est plus aidé aujourd'hui dans son développement par les images parentales, comme il l'était autrefois.

L'enfant s'aidait de ces images. D'une certaine façon, il choisissait chez elles ce qui correspondait à sa propre nature. En tout cas, il trouvait habituellement devant lui un caractère structuré, une *personne* au sens le plus profond du terme. L'enfant se développait d'habitude en relation avec ces personnes même si, comme c'était déjà le cas avec des générations précédentes, il luttait contre elles. Mais aujourd'hui la situation ressemble à un brouillard. Il y a une incertitude grandissante quant à ce que sont vraiment un homme et une femme dans leurs définitions polaires et réciproques, quant à ce que sont leurs rôles, quant à ce que devraient être leurs relations.

Une des conséquences immédiates en est, évidemment, l'incertitude totale qui domine les relations entre parents et enfants. Il y a encore des familles chez lesquelles prévalent les vieilles attitudes et habitudes patriarcales et autoritaires chez lesquelles persistent les restes des vieilles idées, où les parents exercent une sorte de pouvoir dominateur sur les enfants. Plus encore, la famille est toujours vue parfois comme un objet dans la possession du père, du *pater familias*. Telle était l'attitude des Romains, mais cette attitude a persisté en réalité en Europe occidentale pendant très longtemps. En un sens, les enfants et même l'épouse existaient *pour* le père. Il pouvait en faire ce qu'il voulait, ce qui lui plaisait. Avec des limitations, cette attitude persiste encore aujourd'hui par endroits. Evidemment, elle entre en conflit avec les attitudes des enfants et des jeunes d'aujourd'hui, des adolescents qui se révoltent contre elle.

Chez d'autres familles, on observe l'extrême opposé : la désintégration. Les enfants simplement poussent. Les parents ne jouent aucun rôle, sauf de fournir l'argent de poche, le logement et la nourriture. On ne voit pas pourquoi diable ils sont là, une fois qu'ils ont engendré les enfants. Dans ces conditions, on pourrait aussi bien dire : « nationalisons les enfants dès leur naissance ». Dans ces cas, le rôle du couple parental par rapport aux enfants a, en un sens, disparu.

La majorité des cas se situent quelque part entre ces deux extrêmes. Les parents sont plongés dans la perplexité, ne sachant pas que faire et donnant souvent des coups de volant brutaux, tantôt à droite, tantôt à gauche, en essayant de guider l'éducation des enfants. Un jour, ils sont « libéraux ». Et le jour suivant, ils gueulent : « Ça suffit comme ça. A partir de maintenant, tu rentreras à la maison tous les soirs à 7 heures. » Après quoi, il y a évidemment une crise. Et après la crise, ils font des concessions. Et cela continue ainsi.

Ceux qui reconnaissent les effets négatifs de cette situation sur la texture sociale d'aujourd'hui, comprendront facilement que, à moins que quelque chose d'autre ne survienne, ces effets seront multipliés au même degré lorsque les enfants d'aujourd'hui auront à engendrer et à élever leurs propres enfants.

VI ÉDUCATION

On retrouve l'équivalent de cette situation dans le problème de l'éducation. La relation traditionnelle, qu'exprimaient bien les termes « maître », et « élève », est en train de se dissoudre. Les jeunes la tolèrent de moins en moins. L'enseignant ou le professeur n'a plus la position réelle du maître à l'égard de la classe, comme c'était encore le cas il y a trente ans. Mais, dans le système existant, il est impossible de passer à un autre type de relation. Il y est réellement impossible d'accepter une relation nouvelle entre les adultes et les enfants.

Bien que l'adulte soit nécessaire pour l'éducation des enfants, cette relation doit être désormais forgée d'une manière complètement nouvelle. La communauté des enfants devrait pouvoir acquérir la capacité de gérer ses propres affaires et même, en un certain sens, de gérer son propre processus d'éducation, les adultes étant là seulement pour qu'elle puisse apprendre d'eux, leur emprunter et les utiliser. Quelques tentatives de la pédagogie moderne reconnaissent tout cela, mais ces tentatives se trouvent limitées par l'ensemble du cadre social. Nous avons une crise de l'éducation à ce point de vue.

Nous avons une crise de l'éducation aussi à un autre point de vue, à savoir par rapport au contenu de l'éducation. Ce n'est plus là simplement une crise dans les relations entre éducateurs et éduqués. C'est une crise relative aux fins de l'éducation.

Au XIX^e siècle, la conduite et le contenu de l'éducation correspondaient plus ou moins à une division assez nette de la société en classes. Pour les enfants des classes « supérieures », il y avait la culture classique et l'éducation secondaire et supérieure. Pour les enfants des classes « inférieures », il y avait l'éducation élémentaire, juste suffisante pour leur permettre de comprendre le travail à l'usine : le strict minimum. Aujourd'hui, ces deux objectifs sont en crise.

Il y a eu une dégradation fantastique de l'éducation « classique ». Les études classiques semblent, en un sens, hors saison ; personne ne peut en montrer la pertinence pour la vie d'aujourd'hui. Ont-elles une pertinence quelconque ? Peut-être ; mais seule une société réellement vivante dans son présent pourrait restaurer pour elle-même la signification du passé. Autrement, la signification du passé devient quelque chose de complètement extérieur. Elle se réduit à cela : « Regardons la Renaissance, regardons les élisabéthains ou les Grecs. Ils vivaient dans un monde harmonieux, complètement opposé au nôtre ». Et c'est tout. Il n'est plus vraiment possible de traduire en termes actuels la signification des cultures passées.

D'un autre côté, il est impossible pour la technologie envahissante et explosive d'aujourd'hui de laisser l'éducation générale à son niveau présent. Les gens qui vont entrer dans l'industrie moderne doivent posséder des qualifications techniques, ils doivent avoir davantage de connaissances même si celles-ci ne concernent que les techniques. Leurs besoins en matière d'éducation augmentent à un rythme terrible. Comment y faire face ? Les solutions que l'on trouve dans la société d'aujourd'hui sont toutes intrinsèquement contradictoires. Une solution, par exemple, s'efforce de donner aux enfants une éducation essentiellement technique. Pour des raisons qui concernent l'organisation d'ensemble de la société, et qui sont en partie économiques, cette spécialisation doit commencer très tôt. Mais cela n'est pas seulement extrêmement destructeur pour la personnalité des enfants ; c'est aussi une tentative qui se détruit elle-même. Car, étant donné le

rythme du développement et du changement technologique contemporain, on ne peut pas faire grand-chose de gens que l'on alloue une fois pour toutes à une spécialité très limitée. Ce type de crise de l'éducation se manifeste dans l'industrie moyennant la demande croissante de programmes de rééducation des adultes, ce que l'on appelle maintenant l'« éducation permanente ». Mais, pour pouvoir absorber plus tard dans la vie ce que pourrait offrir cette « éducation permanente » (si jamais elle se réalisait), on doit avoir acquis auparavant des bases aussi générales que possible. Il est clair que si l'on ne possède qu'une base extrêmement étroite, une éducation ultérieure devient quelque chose d'impossible. Nous avons ici encore un conflit interne, qui illustre la crise à ce niveau.

VII QUELQUES CONCLUSIONS

Essayons de nous résumer. Toute notre discussion tourne autour de deux concepts fondamentaux, de deux catégories polaires qui composent la société ; la personnalité des êtres humains et la structure et la cohésion de l'organisation sociale.

Au niveau *personnel* la crise se manifeste comme crise radicale de la signification de la vie et des motivations humaines. Ce n'est pas un hasard si l'art et la littérature modernes sont de plus en plus, si je peux dire, « pleins de vide ». Dans les attitudes *sociales* des gens, la crise apparaît comme destruction et disparition de la responsabilité. Il y a une profonde crise de la socialisation. Il y a le phénomène que j'ai appelé privatisation : les gens se retirent, pour ainsi dire, en eux-mêmes. Il n'y a pratiquement plus de vie communautaire, les liens entre les gens se dissolvent. De nouveaux phénomènes apparaissent en réaction contre cet état de choses, par exemple les bandes de jeunes, qui expriment le besoin d'une socialisation positive. Mais la socialisation au sens plus général, le sentiment que ce qui se passe dans la société est, après tout, aussi notre propre affaire, que nous avons à faire quelque chose par rapport à la société, que nous en sommes responsables, se trouve profondément disloqué. Cette dislocation renforce le cercle vicieux. Elle accroît l'apathie et multiplie ses effets.

Mais il y a aussi un autre aspect, très important, de tous ces phénomènes de crise. Le temps ne me permet guère plus que de le mentionner. Lorsque nous parlons de crise, nous devons comprendre qu'il ne s'agit pas d'une calamité physique qui s'est abattue sur la société contemporaine. S'il y a crise, c'est que les gens *ne* se soumettent *pas* passivement à l'organisation existante de la société, mais réagissent et luttent contre elle de nombreuses manières. Et, tout aussi important, cette réaction, cette lutte des gens, contiennent les germes du nouveau.

Elles produisent nécessairement de nouvelles formes de vie et de relations sociales.

En ce sens, la crise que nous avons décrite n'est que le sous-produit de la lutte. Considérons, par exemple, les changements dans la situation des femmes. Certes, à l'origine de la dislocation de vieil ordre patriarcal, il y a le développement technique et économique de la société moderne, l'industrialisation, etc. Le capitalisme a détruit le vieux type de la famille en faisant entrer les femmes dans les usines, puis en les en faisant sortir, etc. Mais ce n'est là qu'une partie de l'histoire. Tout cela aurait pu très bien laisser le vieil ordre en place, si les femmes n'avaient pas réagi d'une manière déterminée à la nouvelle situation. Et c'est précisément ce qui s'est passé. Après un certain temps, les femmes ont commencé à exiger un autre genre de place dans la société. Elles n'acceptèrent plus la vieille situation patriarcale. Et je ne pense pas aux suffragettes, à Lady Astor, etc. Il y a eu une pression et une lutte silencieuse qui a commencé depuis plus de cinquante ans, et qui continue. Les femmes ont à la fin conquis une sorte d'équivalence avec l'homme à la maison. Les filles ont conquis le droit de faire d'elles-mêmes ce qu'elles veulent sans être considérées comme des « prostituées », etc.

La même chose est vraie pour la jeunesse. La révolte des jeunes a eu, certes, pour condition le développement d'ensemble de la société. Mais, à partir d'un moment, les adolescents n'ont plus accepté d'être traités comme des simples objets du père, de la famille, des individus qui étaient leurs « maîtres » jusqu'à l'âge de 21 ans, jusqu'à leur mariage, jusqu'à ce qu'ils gagnent leur vie, etc. Les jeunes ont plus ou moins conquis leur nouvelle situation.

Dans ces domaines : la famille, les relations entre les sexes, les relations parents-enfants, quelque chose de nouveau est en train d'émerger. Les gens luttent pour définir pour eux-mêmes (bien que non en termes explicites) une sorte de reconnaissance de l'autonomie de l'autre personne et de responsabilité de chacun pour sa propre vie. Il y a un effort pour comprendre l'autre, pour accepter les gens tels qu'ils sont, indépendamment des obligations juridiques ou en l'absence de telles obligations (par exemple, indépendamment du fait que l'adultère est interdit ou non). Les gens essaient de réaliser cette attitude dans leur vie. Ils essaient de construire les relations de couple sur la réalité concrète des deux personnes impliquées, sur leur volonté et sur leurs désirs véritables, et non pas sur la base de contraintes extérieures.

Je pense que l'on trouve aussi des éléments positifs lorsqu'on considère l'évolution des relations entre parents et enfants. Il y a une reconnaissance de ce que les enfants existent pour eux-mêmes, dès le départ, et non seulement à partir de 21 ans. Les gens commencent à comprendre, graduellement, que si l'on produit des enfants, on ne les produit pas simplement pour étendre sa propre person-

nalité, simplement pour créer un petit domaine familial où l'on puisse dominer (comme on a été dominé toute la journée par le patron au travail), où l'on puisse dire : « La ferme. C'est moi le maître ici. » Les gens prennent conscience de ce que, si l'on procrée des enfants, on les procrée pour eux-mêmes, que ces enfants ont, à chaque étape, droit à autant de liberté qu'ils peuvent en exercer, qu'ils ne sont pas faits pour obéir à des règles arbitraires ou à votre propre arbitraire.

La même chose est vraie pour ce qui est du travail. S'il y a une crise de l'industrie moderne, ce n'est pas simplement parce que le système est irrationnel ou même parce qu'il exploite les gens. C'est parce que les gens *réagissent*. Ils réagissent de deux manières. En premier lieu ils constituent ce que les sociologues industriels ont depuis longtemps décrit comme « groupes et organisations informels ». C'est-à-dire ils constituent des équipes de travail et établissent des connexions informelles afin de pouvoir faire leur travail. Ces connexions court-circuitent les canaux officiels et les mécanismes officiels de transmission des ordres. Les ouvriers trouvent des méthodes pour faire leur travail qui non seulement diffèrent des méthodes officielles mais souvent s'y opposent. Ensuite, dans les sociétés industrielles modernes, les ouvriers réagissent de plus en plus par le moyens de luttes explicites. C'est là la signification des grèves « inofficielles » ou « sauvages » relatives aux conditions de travail, aux conditions de vie à l'usine, au contrôle du processus de production. Ces questions peuvent paraître mineures, mais sont en réalité très importantes. Ces luttes signifient que les gens refusent d'être dominés, et manifestent leur volonté de prendre leurs vies en main.

Nous voyons ainsi que la crise de la société moderne n'est pas sans issue. Elle contient les germes du nouveau, qui dès maintenant est en train d'émerger. Mais le nouveau ne prévaut pas automatiquement. Son émergence s'appuiera sur les actions des gens dans la société, sur leur résistance et sur leur lutte permanente et sur leur activité souvent non consciente. Mais le nouveau ne se complétera pas, ne pourra pas s'établir comme un nouveau système social, comme un type nouveau de vie sociale, s'il ne devient pas, à une certaine étape, l'objet d'une activité *consciente*, d'une action *consciente* de la masse des gens. Pour nous, aider cette action consciente à commencer, et l'aider à se développer chaque fois qu'elle se manifeste, c'est le sens véritablement nouveau que doivent avoir les mots « politique révolutionnaire ».

Introduction à la seconde édition anglaise de 1974, écrite en anglais, du
« *Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » pour
Solidarity. Traduite de l'anglais par moi [CC]. Reprise
dans « *Capitalisme moderne et révolution, T2* »,
ed. 10/18, 1979, pp. 223 - 258

- I -

Les tendances qui se sont approfondies depuis 1959...

Lorsque « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne » a été initialement rédigé, en 1959, on ne pouvait pas juger de la justesse des idées qu'il formulait sur la base de l'expérience courante. Ses idées essentielles, résumées dans son « Introduction » et dans son chapitre final ¹ ne constituaient pas une description d'une masse de données empiriques qui s'imposerait d'elle-même. Pas davantage, elles n'extrapolaient les observations, d'après des méthodes scientifiques « exactes », sûres et établies. Certes, elles soutenaient une relation avec les événements et les tendances effectifs - mais cette relation impliquait non seulement une nouvelle interprétation des « faits », mais aussi et surtout une décision concernant les « faits » qui étaient pertinents et ceux qui ne l'étaient pas. Ces décisions équivalaient à un changement du cadre théorique traditionnel - et ne pouvaient être prises que moyennant un tel changement. Changement qui, à son tour, découlait non tellement d'un travail purement théorique, mais d'une nouvelle conception de l'objet du socialisme.

Le texte affirmait, par exemple, que le niveau de vie de la classe ouvrière s'élevait et allait continuer de s'élever ; que le chômage permanent n'avait plus, et n'allait plus avoir dans l'avenir, l'importance numérique qu'il avait eu pendant les précédentes 150 années de développement capitaliste, et que l'Etat capitaliste était devenu capable de contrôler le niveau général d'activité économique et d'empêcher des crises de surproduction majeures. Tout cela était certes correct, pour ce qui est des années 1950. Mais cette période, prise en elle-même, aurait pu avoir été seulement une autre phase d'expansion cyclique du capitalisme - comme l'avaient été les an-

¹ Voir « *Capitalisme moderne et révolution, Vol. 2 ; Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* », ed. 10 / 18, 1979, pp. 47 - 54 et 184 - 192

nées 1920. Pendant de telles périodes, il y a toujours eu une élévation des salaires réels, une baisse du chômage et l'apparence d'une capacité triomphante des classes dominantes de gérer bien leurs affaires.

Le texte affirmait aussi que l'absence d'activité politique des masses, dans les pays capitalistes avancés, exprimait une caractéristique nouvelle, profonde et durable du capitalisme moderne. Il appelait ce phénomène *privatisation* et soutenait qu'il allait constituer le problème central confrontant l'activité des révolutionnaires pendant la période historique à venir. Certes, c'était là ce que l'on avait observé dans les pays occidentaux, où la population était restée politiquement inactive pendant les années 1950. En France, de Gaulle était arrivé au pouvoir en 1958 au milieu d'une apathie générale. Mais des périodes de « recul » dans l'activité politique des masses avaient été la règle dans l'histoire du capitalisme. Il n'y avait rien, au niveau empirique, qui obligeait à penser qu'on assistait à un phénomène nouveau.

De même, le texte affirmait que les nouvelles attitudes de la jeunesse et ses révoltes contre différents aspects du système n'avaient rien de commun avec le « conflit des générations » observé dans la plupart des sociétés depuis des temps immémoriaux ; que ces attitudes nouvelles exprimaient un rejet total du système par les jeunes ; que la société établie était en train de devenir incapable d'élever une nouvelle génération qui reproduirait l'état de choses existant - et que la révolte des jeunes était devenue un ferment important du processus de transformation sociale. Certes, vers la fin des années 1950, les manifestations étudiantes en Turquie ou en Corée avaient provoqué la chute de gouvernements particulièrement corrompus et réactionnaires mais on aurait pu les considérer comme des manifestations « simplement » politiques ; après tout, dans les pays non industrialisés, les étudiants avaient, de longue date, joué un rôle politique important.

Enfin, le texte soutenait que les questions étroitement « économiques » et « politiques », au sens établi en ces termes, devenaient de moins en moins pertinentes et que le mouvement révolutionnaire devait désormais être concerné non pas par des abstractions, mais par tout ce que les hommes et les femmes font et subissent dans la société actuelle, et avant tout par les problèmes qu'ils affrontent dans leur vie quotidienne réelle. Tout cela revenait à un diagnostic de la crise de la société comme crise de l'ensemble de sa texture et de son organisation, et de ce qui tenait cette texture ensemble, à savoir des significations, des motivations, de la responsabilité et de la socialisation elle-même. A cette crise le système essayait de faire face par le moyen d'une « consommation » constamment croissante et en essayant d'enchaîner les gens à la « course de rats ». Le texte affirmait que cette parade ne pourrait pas servir le système très longtemps, car le vide et l'absurdité de cette philosophie de l'« encore plus et encore plus » allaient tôt ou tard se dénoncer eux-mêmes. Tout cela aurait pu être simplement un assemblage d'impressions et de notations « littéraires », « psychologiques », « sociologiques » ou « philosophiques »

(correctes ou non, intéressantes ou non). La vraie question était celle de sa pertinence pour l'activité révolutionnaire.

Quinze ans après, on a le droit de constater que ces idées ont été amplement « confirmées par l'expérience ». Le développement économique des pays industrialisés ne peut être compris que sur la base des conceptions définies dans ce texte, alors même que des facteurs nouveaux et imprévisibles se sont dramatiquement manifestés (la deuxième partie de cette « Introduction » est consacrée à cette question). Aucune activité *politique* des masses - et en particulier du prolétariat - ne s'est manifestée, et ce n'est pas les occasions qui auront manqué : une grève générale en Belgique en 1961, huit années de guerre du Viêtnam aux Etats-Unis, Mai 1968 en France, trois ans de crise sociale et politique en Italie depuis 1969, un chaos sans précédent en Grande-Bretagne depuis trois mois. [Grève des mineurs de l'hiver 1973-1974, en pleine crise pétrolière.] Rien de tout cela n'a provoqué, pas même partiellement, pas même sous le contrôle des organisations bureaucratiques traditionnelles, une mobilisation *politique* du prolétariat. D'autre part, depuis le début des années 1960, l'activité et l'effervescence de la jeunesse en général, des étudiants en particulier, a constitué le principal facteur de trouble dans les sociétés occidentales. Pendant le même temps, les relations familiales traditionnelles et la place et le rôle de la femme dans la société ont été mis en question avec une intensité croissante, de même que l'idéologie capitaliste de la croissance et de la consommation et la conception capitaliste de la relation entre l'homme et la nature. La question « philosophique » portant sur la signification de la vie en société est en train de devenir une question « pratique » pour un nombre croissant de gens.

Ce qui importe, au-delà de cette « confirmation par les faits », est la question de savoir comment et pourquoi il a été possible de formuler ces affirmations avant l'événement. Quelles étaient la conception et la méthode générales permettant de décider, dans le chaos des données sociales et historiques, qu'est-ce qui était pertinent et qu'est-ce qui ne l'était pas, qu'est-ce qui contenait les germes de l'avenir et qu'est-ce qui n'était qu'un résidu du passé, qu'est-ce qui correspondait aux intérêts profonds des hommes et des femmes et qu'est-ce qui n'intéressait qu'une poignée de pseudo-théoriciens ? Cette méthode et cette conception ont été explicitement formulées ailleurs, et il n'est pas nécessaire d'y revenir ici ². Qu'il suffise d'énoncer un principe général d'orientation : sont pertinents les faits qui ont trait au projet révolutionnaire, conçu comme une transformation radicale de la société créée par l'activité autonome des gens. C'est donc cette *activité autonome* - ou bien son absence -, ses

² V. « Recommencer la révolution », *S. ou B.* N° 35, janvier 1964 [maintenant in *L'expérience du mouvement ouvrier*, 2, pp. 307-365], et « Marxisme et théorie révolutionnaire », *S. ou B.*, N°s 36 à 40, avril 1964 à juin 1965 [maintenant in *l'Institution imaginaire de la société*, le Seuil, 1975, Première Partie].

formes et son contenu, passés et présents, effectifs et potentiels, qui devient la catégorie théorique centrale, le point archimédien de l'interprétation. Séparée de cela, toute théorie, aussi élaborée, subtile et complexe soit-elle, est condamnée, tôt ou tard, à révéler son identité avec les postulats les plus fondamentaux - même s'ils sont cachés - de l'idéologie du capitalisme et, plus généralement, de toutes les sociétés aliénées. Ces postulats reviennent à poser les êtres humains comme une simple classe particulière d'objets ou de choses, qui seraient à décrire, analyser et prédire par la théorie, et à traiter et manipuler par une « pratique » réduite à une technique.

... et l'impossibilité des marxistes de les saisir

Cela étant donné, il n'est pas difficile de répondre à une autre question, apparemment énigmatique, à savoir : comment se fait-il que les représentants et partisans de la méthode marxiste - la prétendue « science » de la société et de la révolution - se sont montrés constamment incapables, quelle que soit la variété particulière de leur croyance, de prévoir quoi que ce soit ou même simplement de voir ce qui se passait autour d'eux ? Comment se fait-il que ni en 1960, ni en 1965, ni en 1970, ni aujourd'hui ils n'aient été capables de prévoir - ou simplement de voir - de tels faits massifs comme l'expansion continue de la production capitaliste et ses implications, l'importance croissante des luttes de la classe ouvrière dans la production autour des conditions et de l'organisation du travail, l'« apathie » politique et la privatisation des gens, l'étendue et la profondeur de la révolte des jeunes, la crise des relations familiales traditionnelles, le mouvement des femmes, etc. ? La raison en est que, tout d'abord, c'est leur conception même qui les rend aveugles. Il ne s'agit pas ici de telle ou telle thèse particulière, mais de l'esprit de leur conception, de son noyau philosophique et logique ; c'est celui-ci qui dirige leurs regards vers ce qui n'est pas pertinent, vers ce qui peut, prétendument, être saisi par la méthode « scientifique ».

Il faut ajouter que le terme de « scientifique » est ici un grossier abus de langage. L'attitude scientifique ne consiste pas à continuer à discourir sans se soucier de ce qui arrive à l'objet des discours. Marx ; qui n'était certainement pas un empiriste, n'a jamais cessé d'essayer de relier sa pensée à l'évolution économique, politique ou culturelle de son époque. Mais même cela ne suffit pas. Lorsqu'une théorie est controuvée par les faits, ou doit affronter des faits qu'elle n'avait pas prévus ni ne pouvait prévoir - ou qu'elle ne peut pas interpréter -, elle peut toujours être « sauvée », comme on sait, par le recours à des hypothèses additionnelles, pourvu que la totalité de ces hypothèses garde une cohérence logique. Cela peut marcher, jusqu'à un certain point. Mais au-delà de ce point, l'accumulation continue d'hypothèses additionnelles est presque toujours le signe qu'une théorie est morte.

L'exemple le plus célèbre dans l'histoire de la science est celui des « épicycles ». Pendant des siècles, les astronomes ont essayé de rendre compatibles les mouvements observés des planètes avec l'idée que la Terre était au centre de l'univers (système géocentrique). Dans le jargon scientifique d'aujourd'hui, dire d'une conception qu'elle a atteint le stade des épicycles, c'est dire qu'elle est devenue intenable.

Mais les diverses espèces de « marxistes » contemporains sont incapables de faire même cela. Tous les faits doivent être rigidement ajustés à une théorie formulée il y a 125 ans - ou, plus exactement, à la version particulière de cette théorie que le « marxiste » particulier en question considère comme la seule correcte. Ce que l'on ne peut pas faire ainsi entrer de force dans le cadre préconçu est simplement ignoré - totalement, ou dans ses traits essentiels. Ainsi, la plupart des interprétations « marxistes » de la révolte étudiante de Mai 1968 en France se réduisent à ceci : les étudiants luttaient contre le chômage qu'ils allaient rencontrer après la fin de leurs études. Laissant de côté la stupidité intrinsèque de cette « interprétation », il est intéressant d'observer comment l'on escamotait ainsi la substance de l'affaire, à savoir, le *contenu* de la lutte et des revendications étudiantes. Les étudiants ne demandaient pas au gouvernement de leur garantir qu'ils trouveraient un emploi après la fin de leurs études ; ils essayaient d'imposer l'autogestion des universités, d'abolir le rapport traditionnel maître-élève, de changer les programmes, les méthodes, l'orientation des études. Tout cela ne pouvait nullement les aider à trouver un emploi après la fin de leurs études (en réalité, dans le contexte du système existant, ce serait plutôt le contraire). C'est dans ces revendications que gît l'importance historique et la nouveauté du mouvement étudiant.

Dans le domaine de l'économie, champ privilégié pour les marxistes, la situation est encore pire. Ainsi, la croissance continuée de la production capitaliste est soit ignorée, soit « expliquée » par la « production d'armements ». On ne sait pas par où commencer et où terminer la discussion de cet argument grotesque. Pour prétendre à une plausibilité *prima facie*, l'argument requiert que la production d'armements ait été croissante et continue de croître, en termes relatifs, par rapport à l'ensemble de la production. Seuls les termes relatifs ont évidemment une signification lorsqu'on considère un tout en expansion. Cela, les différents « économistes marxistes » semblent organiquement incapables de le comprendre. Ils raisonnent toujours en termes absolus, qui sont privés de toute signification. Ce qui importe, en économie, ce sont les proportions, les *taux* de croissance ou de diminution, les accélérations ou décélérations *relatives*, etc. Que penserait-on d'un médecin qui, examinant un adolescent, conclurait : « Il est gravement malade, ses bras se sont allongés de 7 centimètres depuis six ans ; cela doit être un cas d'acromégalie ! » - et qui ne remarque pas que, pendant cette même période, l'adolescent a grandi de 30 centimètres ?

De la même manière, on entend constamment dire que le budget militaire des Etats-Unis a été augmenté de tant de milliards de dollars cette année - mais jamais que cela représente, éventuellement, une *proportion* du P.N.B. *plus petite* que celle de l'année précédente. Mais une proportion décroissante de dépenses d'armement aurait dû avoir aggravé les difficultés supposées du capitalisme. Et de quoi parle l'économie politique de Marx ? Parle-t-elle de valeurs *d'usage*, ou de « valeurs » et de « marchandises » ? Les armements ne seraient-ils pas des « marchandises » ? Le fait que nous ne les aimons pas, leur enlève-t-il leur qualité de « marchandise » ? Et est-ce que les armements sont produits à partir de rien ? Supposons que la production d'armements augmente, que ce soit en termes relatifs ou en termes absolus ; cela n'implique-t-il pas une augmentation plus ou moins parallèle de la production d'acier, de combustibles, d'instruments électroniques, etc. - et de la production d'objets de consommation pour les ouvriers qui produisent tout cela ?

Un bel exemple, assez typique, de la logique des « marxistes » contemporains est fourni par les tentatives récentes de défendre l'idée de la « baisse du taux de profit » en montant en épingle *le cas du capitalisme anglais pendant la dernière décennie* (n'existe-t-il pas d'autres pays et d'autres périodes ?) et en expliquant cette baisse du taux de profit par la *hausse* des salaires qui a résulté d'une plus grande combativité de la classe ouvrière ³. Accordons les faits invoqués, les prémisses et le raisonnement. Comment ne pas voir que, si la thèse est vraie, elle *détruit* totalement la théorie économique de Marx ? Le postulat fondamental de celle-ci est que la force de travail est une marchandise comme n'importe quelle autre, et que, fluctuations temporaires mises à part, sa « valeur » *ne peut pas* être modifiée par l'action humaine. Ce n'est pas telle ou telle conséquence secondaire, mais le *concept fondamental* du système qui est ruiné si l'on accepte que le niveau des salaires (et par conséquent, le taux d'exploitation) est déterminé par la lutte de classe (comme, en effet, je l'ai affirmé dans ce texte il y a quinze ans). Deuxièmement, pour Marx le taux d'exploitation doit *augmenter* sous le capitalisme. C'est là une conséquence beaucoup plus claire et beaucoup moins ambiguë de son système, que la « baisse du taux de profit ». Marx est sous l'obligation d'expliquer, et essaie de le faire dans le Livre III *au Capital*, comment il est possible que le taux de profit baisse *malgré l'augmentation du taux* de l'exploitation (laquelle évidemment, en elle-même, tendrait à augmenter la masse des profits et, toutes choses égales d'ailleurs, le taux de profit aussi bien). Aujourd'hui, les défenseurs de Marx affirment que le taux de profit baisse, *parce que*, le taux d'exploitation *diminue*. Arrêtez-vous et admirez.

L'attitude générale et typique d'un « marxiste » contemporain, dans ce champ comme dans tous autres, est la combinaison d'une *dénégation de réalité* et de l'af-

³ P. ex. A. Glyn et B. Sutcliffe, *British Capitalism, Workers and the Profit Squeeze*, Penguin 1972.

firmation que *demain* (et demain il y aura un autre demain) la réalité correspondra enfin aux prévisions de la théorie. (Ce qui implique, évidemment, qu'aujourd'hui elle ne leur correspond pas.) En d'autres termes, tous les « marxistes » contemporains affirment simultanément (implicitement ou explicitement) :

a) qu'il est faux que la production croît, que les salaires réels augmentent, que le chômage ne montre aucune tendance vers une augmentation à long terme, que l'on n'observe pas de dépressions profondes, etc. - et

b) que tout cela est vrai, mais *qu'il cessera d'être vrai demain* ⁴.

L'important à cet égard est de comprendre pourquoi et comment ce type d'attitude totalement irrationnelle et anti-scientifique, camouflée sous les prétentions de la « science », peut encore prévaloir et être si largement répandu parmi des êtres humains « normaux ». C'est là un problème immense, et d'une importance cardinale pour l'action révolutionnaire elle-même. Car, si les gens déterminent leur comportement sur la base de croyances lesquelles, une fois dépouillées d'une interminable série de rationalisations et d'impertinences, reviennent à : « Je tiens *p* pour vrai car je pense que *non-p* est vrai », la question de savoir comment et moyennant quel processus ces gens pourraient jamais apprendre à partir de leur expérience et devenir réceptifs à une argumentation logique devient une question dramatique. Je ne peux pas en discuter ici. Qu'il suffise de noter d'abord que ce fait lui-même constitue encore une réfutation massive de la conception marxiste de l'histoire (selon laquelle des « illusions » peuvent jouer un rôle dans l'histoire, mais non pas de pures et simples irrationalités - et, en outre, ces illusions devraient être passibles d'une « explication » rationnelle quelconque, aussi bien quant à leur contenu que quant aux raisons qui leur permettent de dominer les individus). En deuxième lieu, nous avons ici un phénomène historique nouveau : l'adhésion à un ensemble de croyances qui ne peuvent être définies ni comme une « idéologie » au sens propre du terme (comme, par exemple, l'idéologie capitaliste « libérale » du XIX^e siècle), c'est-à-dire un système apparemment cohérent d'idées qui fournissent une « justification rationnelle » des intérêts et de la pratique sociale d'une couche sociale donnée, ni comme une « religion », malgré la tentation justifiée d'utiliser ce terme. L'élément religieux, en l'occurrence, se trouve dans *le mode d'adhésion subjective à l'ensemble des croyances en question*, la recherche d'une certitude au-delà de toute question et l'impénétrabilité à toute argumentation logique. Mais le contenu des croyances, avec ses prétentions « scientifique » et l'absence de toute référence à un principe ou à une origine transcendants, diffère substantiellement de que nous connaissons historiquement comme religion. Nous observons ainsi un nouveau type de croyances collectives irrationnelles qui exprime, comme toutes les religions, le be-

⁴ De même : 1) je n'ai pas volé, 2) j'ai volé, mais seulement 10 F, non pas 1000 F, 3) j'ai volé parce que j'avais faim.

soin des êtres humains aliénés de cesser de penser et de chercher pour eux-mêmes et de situer hors d'eux-mêmes une source de la vérité et une garantie que le temps amènera l'accomplissement de leurs souhaits. Mais, à une époque de triomphe de la science, ce besoin ne peut plus être satisfait par des représentations purement et simplement mythiques, comme les représentations religieuses. Il se tourne ainsi, pour sa satisfaction, vers une croyance pseudo-rationnelle. Il est à peine nécessaire d'ajouter que ce complexe d'attitudes et de croyances forme une partie organique du monde social établi, contre lequel un révolutionnaire a à lutter - et ce n'est pas là une façon de parler : car on en voit clairement les effets pernicieux et réactionnaires lorsque l'on rencontre des ouvriers ou des étudiants honnêtes dont la pensée a été plongée dans une confusion inextricable par les mystifications propagées par les différentes sectes « marxistes ».

- II -

Evolution économique des pays industrialisés

Il est utile d'examiner brièvement l'évolution économique des pays industrialisés pendant les quinze dernières années (et en particulier pendant la phase la plus récente de cette période), et cela pour deux raisons principales. D'abord, parce que c'est dans ce domaine particulier que la confusion propagée par les « marxistes » traditionnels est la plus grande. Deuxièmement, parce que l'évolution récente montre clairement que la répudiation des concepts et des méthodes traditionnels d'analyse non seulement ne nous laisse pas désarmés devant les phénomènes économiques mais qu'elle est, au contraire, une présupposition nécessaire pour l'intelligence des événements.

La croissance capitaliste pendant les années 1960.

Pendant la majeure partie des années 1960 l'expansion économique dans les pays capitalistes industrialisés a continué de manière plus ou moins régulière, suivant le processus décrit dans les Chapitres I et II du « Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne ». Pendant ces dix années, le volume de la production totale (produit national brut aux prix du marché, prix constants) de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. a augmenté au taux composé de 4,8 % par an - le taux était légèrement inférieur aux Etats-Unis, supérieur en Europe continentale et de loin plus élevé au Japon ⁵. La croissance des dépenses de consommation privée a été en gros

⁵ Les 22 pays de l'O.C.D.E. (Europe non soviétique, Etats-Unis, Canada, Australie et Japon) comprennent pratiquement tous les pays « occidentaux » industrialisés, et rien qu'eux

similaire, de même que celle des salaires réels. Il y a eu quelques fluctuations mineures du niveau de la production (ou, plus exactement, de son taux de croissance) et du niveau de l'emploi, mais ces fluctuations sont restées extrêmement étroites, par comparaison à ce qui se passait avant la Deuxième Guerre mondiale, tout au long de la période (et jusqu'à aujourd'hui). Il n'y a eu qu'une exception importante dans cette image générale : le Royaume Uni, pour les raisons déjà discutées dans les chapitres VI et VII du texte.

L'expansion de l'emploi.

Pour ces mêmes pays, et pour la période 1957 à 1970, la population active civile est passée de 264,7 millions à 299,4 millions ; la population active civile occupée, de 257,1 à 291,5 millions. La différence entre ces deux séries, équivalente en gros au chômage, était de 7,6 millions (soit, 2,87 % de la population active) en 1957 (année de boom) et de 7,9 millions (soit, 2,64 % de la population active) en 1970 (année de faible activité). Pendant la même période, l'emploi dans l'agriculture est tombé de 61,2 millions en 1957 à 42,1 millions en 1970. Ainsi, le secteur capitaliste proprement dit de l'économie a absorbé, en plus de l'accroissement « naturel » de la population active de 30 millions pendant la période, 19 autres millions libérés par l'agriculture. En d'autres termes, l'emploi dans l'industrie et, les « services » a augmenté de 195,9 millions en 1957 à 249,4 millions en 1970 (+ 27 % en 13 ans, soit environ 2 % par an). Pendant la même période, le total des forces armées a diminué, passant pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. de 6,34 millions à 5,84 millions (la mobilisation américaine pour la guerre du Vietnam compensant en partie la démobilisation française après la guerre d'Algérie).

Dans plusieurs pays importants, le chômage est en fait devenu *négatif* pendant cette période. Ainsi, l'Allemagne comptait encore en 1957 quelque 760 000 chômeurs ; à la fin de 1973 (et avec une récession commençante), non seulement le nombre des vacances d'emplois était encore supérieur au nombre de chômeurs, non seulement plusieurs centaines de milliers additionnelles de réfugiés de l'Allemagne de l'Est avaient été absorbées par l'économie de la République fédérale, mais, en outre, environ *deux millions* de travailleurs étrangers immigrés (pour la plupart Turcs, Yougoslaves et Grecs) étaient entrés dans le pays et y travaillaient. Cela revient à dire que le « chômage » était environ *moins 10 %* de la population active

(les exceptions étant l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande, qui n'y sont pas comprises, et le Portugal et la Turquie, qui le sont). Sauf mention contraire, les données statistiques dans ce texte, sont prises dans les *Comptes nationaux des pays de l'O.C.D.E. 1960-1970*, O.C.D.E., Paris 1972, *Statistiques de la population active 1959-1970*, O.C.D.E., Paris 1972, les *Principaux indicateurs économiques* (mensuel) et les *Statistiques rétrospectives 1959-1969*, O.C.D.E., Paris 1970.

« allemande » - en d'autres termes que pendant cette période, il y avait eu non pas un excès, mais un déficit de main-d'œuvre de cet ordre. A un degré moins impressionnant, la même situation prévalait dans la plupart des autres pays continentaux. La France, outre qu'elle a absorbé un million de Français d'Algérie, a eu besoin d'un afflux continu de travailleurs immigrés, et emploie actuellement environ 1,5 millions de travailleurs étrangers (surtout Algériens, Africains, Espagnols, etc.). Le travail des immigrés est crucial pour la Suisse et important pour les Pays-Bas, la Belgique et la Suède. Même les États-Unis ont absorbé pendant cette période un afflux d'immigrants atteignant en moyenne 350 000 par an (y compris, dans ce cas, les femmes et les enfants).

La pression des salaires et l'inflation.

Cependant, pendant cette même période, un facteur de dislocation allait se renforçant. C'était l'« inflation » ou, plus exactement, la hausse des prix. Le *taux* d'élévation du niveau général des prix (« indice des prix implicite du P.N.B. ») a augmenté continuellement, année après année, passant de 2,1 % en 1961 à 5,9 % en 1970. Des facteurs accidentels et exceptionnels ont contribué à l'inflation pour telle année ou tel pays. Mais le caractère général et continu du phénomène montre que ce n'est pas là qu'il faut en chercher les causes principales. La cause principale a été la pression croissante exercée non seulement par les ouvriers de l'industrie - bien que ceux-ci aient effectivement fixé l'allure du mouvement dans la plupart des cas - mais par tous les salariés, visant à obtenir des revenus plus élevés, des réductions de la durée du travail et, à un degré croissant, des modifications dans leurs conditions de travail. Cette pression a revêtu par moments une forme plus ou moins explosive - par exemple, la grève générale en France en mai-juin 1968, ou le « mai rampant » italien, qui a duré presque trois ans à partir de 1969. Cette pression a été, et reste, constamment présente dans tous les pays industrialisés.

Politiques capitalistes devant l'inflation.

Dans les conditions prévalentes d'occupation virtuellement pleine de la main-d'œuvre et de forte demande globale, les entreprises capitalistes n'ont pratiquement guère de motifs pour résister à cette pression (et cela dans des limites assez larges). L'accroissement des coûts salariaux nominaux est facilement compensé par des prix de vente plus élevés. Les marges de profit sont ainsi maintenues, et la valeur de l'endettement de la firme à l'égard des banques ou des porteurs d'obligations se trouve réduite (en termes de la valeur marchande courante de la production de la firme). Mais pas davantage ne peuvent résister à ces pressions les gouvernements capitalistes dans leur rôle de représentants des « intérêts généraux » du système.

Faillite des politiques de « régulation de la demande ».

Pendant longtemps, les gouvernements capitalistes ont essayé de réduire la rapidité des hausses des salaires et des prix par le moyen de politiques générales de « régulation de la demande ». L'idée profondissime qui sous-tend ces politiques est que, si vous réussissez à fabriquer un taux de chômage plus important, la combativité des ouvriers baissera d'autant, par crainte du chômage, et par conséquent, les hausses de salaire aussi. Quelques économistes ont essayé de quantifier cette corrélation négative entre le niveau de l'emploi et la rapidité de la hausse des salaires, et le résultat a été pompeusement baptisé « courbe de Phillips ». On oubliait seulement que l'influence de cette relation offre/demande sur le prix de la force de travail⁶, qui était en effet réelle dans le bon vieux temps, a pratiquement cessé d'exister.

Comme les faits l'ont montré, la pression des salariés pour des revenus plus élevés ne diminue pas, ou ne diminue que marginalement, lorsque le chômage augmente *dans les limites réalisables*. *Sur le papier* (c'est-à-dire si l'on extrapolait les « courbes »), la pression des travailleurs pourrait diminuer si l'on pouvait pousser le chômage à un niveau fantastique, disons 10 ou 20 % de la population active. Mais aucun gouvernement capitaliste n'est suffisamment stupide pour faire cela, car ils savent tous que le système exploserait instantanément. En d'autres termes, le facteur décisif ici est un changement séculaire du comportement des salariés, qui en sont arrivés à considérer comme allant de soi une augmentation de leurs revenus réels bon an mal an, qui ne sont pas dissuadés à cet égard par les fluctuations habituelles de la demande et de l'emploi, et qui certainement ne toléreraient plus un chômage massif. La conclusion la plus claire de tout le travail économétrique fait depuis quinze ans sur la relation entre le chômage et le taux de hausse des salaires est que, même lorsque le chômage monte jusqu'à un niveau qui correspond à une croissance *nulle* de la production réelle, il y a encore une hausse résiduelle non négligeable des salaires nominaux. Cela signifie que les politiques qui essaient d'augmenter le chômage (pour réduire par là la pression sur les salaires) non seulement ne constituent pas, du point de vue des capitalistes, une cure du mal mais l'aggravent ; car dans ce cas, il y a encore et toujours une hausse des salaires sans la compensation qu'auraient fourni autrement la croissance de la production et l'augmentation de la productivité par heure travaillée. Les gouvernements britanniques, aussi bien conservateurs que travaillistes, en ont fait l'amère expérience.

⁶ Sur laquelle s'appuie nécessairement, soit dit en passant, l'ensemble de l'économie politique, classique, néo-classique *et* marxiste.

Faillite des « politiques des revenus ».

L'autre méthode inventée par les gouvernements capitalistes et leurs conseillers pour faire face à l'accélération de l'inflation a été la tentative d'imposer des « politiques des revenus » - tentative qui s'est terminée, dans presque tous les cas, par un échec dérisoire. La raison essentielle en est évidemment que les politiques des revenus supposent le problème résolu, car elles ne pourraient aboutir que si les travailleurs étaient disposés à accepter que leurs revenus soient déterminés par quelqu'un d'autre ; mais, si tel avait été le cas, il n'y aurait eu, pour commencer, aucun besoin d'une politique des revenus. Les gouvernements capitalistes aiment penser que s'ils obtenaient l'accord de la bureaucratie syndicale sur un taux donné de hausses « permises » des salaires, ils auraient résolu le problème. Ils sont obligés de découvrir répétitivement (comme les directions des entreprises) que l'accord de la bureaucratie syndicale et l'accord des travailleurs sont deux choses assez différentes.

Conséquences internes de l'inflation des prix.

Il est bien connu, et facilement compréhensible, que les hausses des prix et des salaires se nourrissent les unes les autres. Une fois que le processus a commencé, il tend spontanément à s'accélérer. Et cela crée des problèmes difficiles pour les économies capitalistes. Pour les raisons auxquelles allusion a été faite plus haut, un taux « modéré » d'inflation générale (disons 3 % par an) est certainement un facteur favorable à l'expansion capitaliste. Un taux d'inflation situé entre 5 et 10 % par an est, peut-être, quelque chose à laquelle une économie capitaliste peut faire face. Mais au-delà de ces taux, combien d'inflation une économie capitaliste peut-elle tolérer ? Il existe certainement un point - bien que l'on ne puisse pas le déterminer d'avance - au-delà duquel une économie monétaire ne pourrait plus fonctionner normalement, car la monnaie cesserait alors de pouvoir fonctionner comme un moyen de conservation des valeurs, ou même comme étalon de calcul économique.

Conséquences internationales de l'inflation des prix.

En outre, le processus crée des déséquilibres entre les différents pays capitalistes, ou accentue les déséquilibres existants. Le taux d'inflation sera presque certainement différent pour des pays différents (en fonction de l'intensité de la pression exercée par les salariés, et de diverses caractéristiques nationales comme le degré comparatif d'imbécillité des gouvernements respectifs). Ainsi, les positions relatives des différents pays par rapport au commerce et aux paiements internationaux seront affectées à des degrés différents ; certains pays constateront que leurs prix les éliminent des marchés internationaux et/ou que leur monnaie est sujette à des « crises de

confiance » périodiques parmi les financiers internationaux (une bonne illustration en est fournie par les exportations britanniques et les tribulations de la Livre sterling depuis vingt ans). A cela aussi, il existe un remède, du moins sur le papier : la dévaluation de la monnaie des pays où l'inflation est plus forte. Mais pour fonctionner, la dévaluation doit être « réelle ». Cela veut dire qu'elle doit réussir à réduire la consommation globale du pays qui dévalue, ou - ce qui est, plus ou moins, la même chose - le « prix » relatif de la force de travail nationale comparée à celle des autres pays (la première formulation concernant l'aspect offre/demande globales du problème, la deuxième concernant l'aspect coûts). Les deux reviennent essentiellement à une réduction du niveau des salaires réels. Et cela dépend, évidemment, en dernier lieu de la réaction des travailleurs devant la baisse de leurs revenus réels que la dévaluation tend à induire (moyennant l'augmentation du prix des produits importés en termes de monnaie nationale). Ainsi nous nous retrouvons au point de départ, car c'était là que le problème avait commencé. Ainsi, le « succès » relatif des dévaluations américaines de décembre 1971 et de février 1973 a été dû essentiellement au fait que les travailleurs américains ont, en gros, accepté une baisse de leur *part* de la production (de 1970 à la fin de 1973 les gains horaires « réels » - c'est-à-dire corrigés de la hausse des prix à la consommation - dans l'industrie manufacturière des Etats-Unis ont augmenté d'environ 5 %, cependant que la production industrielle a augmenté d'environ 20 % et la production par heure-ouvrier d'environ 10 %). Et l'échec des dévaluations répétées de la Livre est dû au fait que le contraire a eu lieu en Grande-Bretagne.

Une digression sur les « anticipations ».

Une digression quelque peu longue est nécessaire ici. Outre les facteurs « réels » que l'on a discutés jusqu'ici, les facteurs dits « psychologiques » jouent un rôle très important dans tous les faits économiques, et en particulier en matière de prix et de valeurs des devises. Ces facteurs introduisent un élément supplémentaire d'imprévisibilité et d'irrationalité, et leur action tend à amplifier les déséquilibres plus souvent qu'à les corriger. Soit dit en passant, le terme de « psychologie » que les économistes académiques utilisent dans ce cas est assez mal placé. La substance de l'affaire est, évidemment, que personne ne peut jamais entreprendre une action, qu'il s'agisse d'économie ou de n'importe quoi d'autre, sans une vue concernant les événements et les situations futurs dont il pense qu'ils sont pertinents et peuvent influencer les résultats de ses actes. Ces vues ne sont pas, et ne peuvent jamais être, des répétitions ou extrapolations simples, fidèles et adéquates de l'expérience passée ; si elles l'étaient, elles seraient encore plus « fausses » qu'elles ne le sont d'habitude. Les vues sur l'avenir jouent un rôle capital dans les décisions prises à un instant donné. Elles contribuent donc à former l'avenir. Cela, bien entendu, n'implique aucune-

ment que l'avenir correspondra en réalité aux vues que l'on avait le concernant. Le résultat de ce qu'un nombre de personnes partagent fortement une vue donnée sur un événement futur peut suffire pour produire cet événement (comme lorsque tout le monde pense que la valeur internationale du dollar va baisser et de ce fait vend des dollars, amenant ainsi la baisse), ou bien pour provoquer l'effet opposé (comme lorsque de nombreuses firmes pensent que la production d'un article donné sera très profitable dans l'avenir et, agissant en conséquence, elles créent une offre excessive du produit en question et des pertes pour elles-mêmes). Aucune décision concernant des investissements, par exemple, ne peut jamais être prise sans que soient adoptées *ipso facto* des vues extrêmement fermes sur un avenir couvrant de nombreuses années.

Une fois qu'une telle décision est prise, ces vues se trouvent incorporées dans des changements durables du « monde réel ». L'économie politique classique (et celle de Marx) était basée sur le vieux postulat métaphysique selon lequel le présent n'est rien d'autre qu'une sédimentation du passé ; par suite, ou bien elle écartait l'influence de ce facteur sur le processus économique ou bien le traitait-elle implicitement comme une sorte d'écume entourant les « forces réelles », ou comme si les différentes décisions et vues portant sur l'avenir, et les actions auxquelles celles-ci aboutissaient, pouvaient tout au plus présenter des écarts aléatoires autour d'une certaine vue et ligne de conduite « normale » (et donc se compensaient en moyenne entre elles). Cette vue « normale » était la vue « rationnelle » pour les économistes classiques et néo-classiques. Pour Marx, elle était en partie « rationnelle », en partie « irrationnelle » (cette « irrationalité » étant pour lui l'expression d'une « rationalité » cachée et contradictoire à un niveau plus profond et non-conscient).

Maintenant, ce facteur - que l'on appelle « anticipations » dans la littérature économique contemporaine, mais qu'il vaudrait mieux d'appeler « projections » - joue un rôle décisif dans une économie comme celle du capitalisme contemporain. Premièrement, cette économie existe, et ne peut exister que, dans un état de changement perpétuel (la seule chose certaine concernant demain étant qu'il *ne sera pas* comme aujourd'hui). Deuxièmement, les facteurs monétaires et financiers ont acquis sous le capitalisme moderne une importance constamment croissante. Le résultat est, non pas que les aspects « réels » des questions se trouvent séparés de leurs aspects « financiers », mais qu'ils se trouvent, dans de nombreux cas et à beaucoup d'égards, *subordonnés* à ceux-ci. Ainsi, les valuations présentes de tous les avoirs et biens (excepté les denrées périssables, par exemple les légumes frais) sont essentiellement basées sur des projections de leurs valuations futures. Et ces valuations sont une composante centrale des décisions qui mènent à des événements réels. Cela est particulièrement vrai, bien entendu, pour ce qui est des valeurs relatives des devises et particulièrement important pendant une période où l'inflation généralisée des prix oblige les preneurs de décisions d'introduire dans leurs projections des es-

timations sur le cours futur des prix relatifs. Ces projections deviennent par là un facteur important dans les enchaînements du processus inflationniste.

L'« accident » vietnamien et ses effets - internes...

Revenons à notre sujet central. Le principal trait caractéristique des économies capitalistes avancées pendant les années 1960 a été la généralisation et l'accélération de l'inflation des prix, résultant d'abord et surtout de la pression exercée pour l'accroissement de salaires. Sur cette toile de fond a surgi un facteur qui, du point de vue purement économique, est un « accident » ou plutôt une constellation d'« accidents » : la guerre du Viêtnam et la manière selon laquelle les Administrations successives des Etats-Unis ont traité ses conséquences économiques. La guerre elle-même a créé une forte « demande » additionnelle aux Etats-Unis. De 1964 à 1969, les « dépenses de défense » des Etats-Unis, au sens de la comptabilité nationale et à prix courants, sont passées de 51,8 à 81,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 57 %. Pendant la même période, le produit intérieur brut a augmenté de 638,9 à 941,5 milliards de dollars, c'est-à-dire « seulement » de 47 %. Cela a augmenté les pressions inflationnistes. Mais le problème n'était nullement insoluble « en soi », comme le montrent d'autres exemples historiques. Le gouvernement de Gaulle a continué la guerre d'Algérie de 1958 à 1961 *en même temps* que l'économie française était « stabilisée » et que ses comptes extérieurs montraient une amélioration spectaculaire. Que le problème était soluble le montrent aussi les grandeurs des quantités en cause. Aucun miracle n'est nécessaire pour « faire de la place » à 30 milliards de dépenses additionnelles sur un poste donné, pendant une période où le total des ressources disponibles augmente de 300 milliards de dollars. Le problème a été totalement « bousillé » par l'Administration Johnson essentiellement à cause des raisons *politiques* : ses illusions persistantes relatives à une victoire rapide au Viêtnam, et sa difficulté à adopter des mesures impopulaires d'imposition devant la montée de l'opposition interne à la guerre.

...et internationaux.

Le résultat en a été à la fois l'accélération de l'inflation des prix aux Etats-Unis et une détérioration rapide et aiguë de la balance des transactions avec l'étranger. Les « exportations nettes » de biens et services, qui étaient de + 4,5 milliards de dollars en 1964, tombaient à - 2,3 milliards de dollars en 1969. Cela venait s'ajouter à une tendance bien marquée depuis le milieu des années 1950 : l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la France, faisaient avec succès, l'une après l'autre, une nouvelle entrée dans les marchés mondiaux comme concurrents dans le domaine des produits industriels, et commençaient à menacer les positions de l'industrie américaine. Mais

le capital américain n'a pas pour autant arrêté ses investissements à l'étranger. Bien que ces investissements soient négligeables par comparaison au P.N.B. et aux ressources des Etats-Unis - de l'ordre de 3 milliards de dollars par an en moyenne pour les « investissements directs » - ils étaient très importants comparés à la balance des transactions avec l'étranger.

Maintenant, si le pays A présente, pour une année donnée, un excédent commercial de 1 milliard de dollars sur le pays B, il peut être payé par un moyen de paiement acceptable (or, devises), ou bien acheter des avoirs dans le pays B (de la terre, des bâtiments, des mines, des usines). Mais si le pays A présente un déficit à l'égard du pays B et, en plus, achète des avoirs dans le pays B, comment peut-il payer pour le tout ? Eh bien, il peut payer moyennant des reconnaissances de dette. Pour combien de temps ? Aussi longtemps que le pays B les accepte. Et pendant combien de temps le pays B les acceptera-t-il ? Dans les affaires habituelles (entre individus ou entreprises), les reconnaissances de dette seront acceptées aussi longtemps que B pense qu'il a de bonnes raisons pour croire qu'elles seront honorées en temps voulu. La situation est plus ou moins analogue pour ce qui est des reconnaissances de dette internationales qui sont connues sous le nom de monnaies nationales. La situation n'est pas *totalelement analogue* pour ce qui est de la monnaie dominante du pays capitaliste dominant, cette reconnaissance de dette particulière appelée dollar.

Le système monétaire international et l'étalon dollar.

Pour diverses raisons qui tiennent à toute l'histoire du capitalisme occidental depuis 1933 et particulièrement depuis 1945, les Etats-Unis ont réussi à faire du dollar presque un moyen de paiement légal entre pays capitalistes (et même entre pays « socialistes »). Il n'est ni possible, ni nécessaire de traiter ici de tous les aspects complexes du « système monétaire international ». Il suffit pour notre propos de souligner que les deux « créditeurs » principaux des Etats-Unis (les Banques centrales de l'Allemagne et du Japon) ont en fait accepté d'absorber toutes les reconnaissances de dette, c'est-à-dire tous les dollars qui sortaient des Etats-Unis pendant les années 1960⁷. A la fin de 1960 les « avoirs officiels en or et devises étrangères »

⁷ L'Accord de Bretton Woods de 1945 prévoyait que les dollars étaient convertibles en or, c'est-à-dire que les banques centrales étrangères pouvaient toujours demander que les dollars en leur possession soient échangés contre de l'or. Les Etats-Unis se sont conformés à cette règle aussi longtemps qu'ils le pouvaient et le voulaient, c'est-à-dire pendant les années 1950. Pendant les années 1960 ils ont cessé de le faire et ont obligé par divers moyens - les « Bons Roosa », les accords de « swap », etc. - leurs alliés à absorber un montant net d'environ 30 milliards de dollars. La France gaullienne a refusé de jouer le jeu, et a continué de convertir ses excédents en or - une politique sainement marxiste. Cela

des Etats-Unis se montaient à 17,8 milliards de dollars ; leurs « obligations à court terme à l'égard de l'étranger », à 17,3 milliards. A la fin de 1970, le premier chiffre était tombé à 11,7 milliards de dollars, le deuxième était monté à 40,5 milliards. L'augmentation d'environ 30 milliards de dollars dans l'endettement net des Etats-Unis pendant la période est du même ordre de grandeur que leur « investissement direct à l'étranger ».

Depuis 1914 presque tous les pays ont vécu sur un système de papier monnaie interne. Et, à partir de 1960, ce système a aussi couvert les transactions internationales. Car en réalité, pendant les quinze dernières années, le monde capitaliste vit dans un système d'étalon dollar, soit un *cours forcé* de papier monnaie, recouvert par le mince voile de la « convertibilité » théorique du dollar en or, voile que Nixon a déchiré le 15 août 1971. C'était là une situation impensable pour l'économie politique « classique » aussi bien que marxiste, pour laquelle un tel système n'est pas « mauvais » (comme l'ont constamment affirmé M. Jacques Rueff et feu le Général de Gaulle), mais intrinsèquement absurde, à la limite de l'impossible et condamné à s'effondrer en l'espace de quelques jours, semaines ou tout au plus mois. Mais ce système apparaît comme « normal » sous les conditions actuelles, car en réalité le capitalisme moderne ne peut fonctionner à moins qu'il n'étende à l'échelle mondiale les fonctions monétaires, bancaires et financières qui sont la base de ses opérations au niveau national. Cela crée des problèmes particuliers, pour lesquels il n'existe ni solution « naturelle » (avec l'or jouant le rôle de « monnaie universelle », comme le pensait Marx), ni solution institutionnelle facile et immédiate.

« Solutions » possibles du problème monétaire international.

L'expansion fantastique des transactions commerciales et financières internationales a rendu impossible, depuis longtemps, l'accomplissement de la fonction de « monnaie internationale » par l'or, et cela, en gros, pour les mêmes raisons qui avaient éliminé partout cette fonction de l'or au niveau national. L'expansion du commerce a requis que les Banques centrales des différents pays se comportent les

ne lui a procuré à la fin aucun avantage, mais les hymnes français aux mérites intrinsèques de l'or, par ailleurs totalement à côté de la question, ont joué un rôle dans l'érosion de la confiance vis-à-vis du dollar, et ont ainsi contribué à la crise monétaire de 1969-1973. Quant aux autres pays, les raisons principales qui leur ont fait accepter les exigences américaines étaient évidemment politiques. Mais elles étaient aussi économiques : si l'étalon dollar était abandonné le seul autre terme praticable de l'alternative était l'adoption de taux de change flottants, ou - ce qui revient au même - des réévaluations périodiques des monnaies des autres pays (deutsche Mark, yen) que les pays concernés ont essayé d'éviter aussi longtemps que possible, pour ne pas diminuer leur compétitivité internationale. Bien entendu, ils n'ont pas pu l'éviter à la fin.

unes à l'égard des autres comme le font les banques à l'intérieur d'un pays, en acceptant chacune le « papier » des autres (c'est-à-dire les devises respectives ou des créances libellées en devises), et réglant leurs comptes par le moyen d'opérations de compensation et d'opérations comptables. Moyennant un processus similaire à celui qui impose une seule « monnaie » effective à l'intérieur d'un pays donné (même avant que la loi ne définisse une « monnaie légale » unique), une des devises concernées en arrive à jouer le rôle, d'abord de moyen de paiement universel et d'étalon des prix, et, subséquentement, même celui de moyen de conservation des valeurs (permettant de détenir des avoirs « liquides » ou semi-« liquides » sous une forme facilement utilisable sur les marchés internationaux, commerciaux et financiers). Pour des raisons évidentes, cette devise sera celle du pays qui est « dominant » dans les domaines du commerce et de la finance internationaux (la Livre sterling jusqu'à la Première Guerre mondiale, le dollar depuis les années 1930). Mais, contrairement à ce qui se passe à l'intérieur d'un pays donné (où les billets d'une seule banque, la Banque centrale, deviennent « monnaie légale », leur acceptation étant rendue obligatoire par la loi), des pays « indépendants » ne peuvent pas être forcés d'accepter, contre leur volonté, une monnaie étrangère. Ainsi, les soldes finals nets existant entre pays à la fin d'une période doivent pouvoir être réglés par des transferts d'un avoir universellement accepté. Jusqu'à ces dernières années, l'or avait conservé cette fonction, parallèlement au dollar.

Mais, non seulement l'or n'est plus monnaie (par exemple, il n'est pas et ne peut pas être l'« étalon des prix ») ; l'or ne peut même plus accomplir correctement la fonction d'un moyen de règlement final, comme l'ont montré les événements des quinze dernières années. Cela pour différentes raisons, qu'il n'est pas nécessaire d'examiner ici en détail. Qu'il suffise d'en mentionner la principale : dans le climat social et politique existant, aucun pays capitaliste n'est disposé à subordonner sa politique économique - c'est-à-dire le taux d'expansion de sa production et les niveaux de la demande et de l'emploi - à la nécessité de régler en or le solde de ses transactions extérieures. Ils préféreront tous modifier, aussi fréquemment qu'il le faut, leur taux de change. Une fois que cela commence à être pratiqué systématiquement (c'est-à-dire, une fois que le fétichisme concernant la « valeur de la monnaie nationale » est dépassé), la fonction « internationale » de l'or devient superflue.

Le problème monétaire international n'est pas difficile à « résoudre » sur le papier. Une Banque centrale mondiale pourrait être établie, accomplissant les activités qu'une banque centrale accomplit au niveau national, régulant les activités des différentes banques nationales et leur accordant des crédits sous des conditions déterminées. Mais de toute évidence un tel arrangement (qui impliquerait que les différents gouvernements capitalistes auraient abandonné une partie substantielle de leur indépendance économique) serait impossible sans une autorité politique mondiale. Une telle autorité ne peut pas être établie « à l'amiable », étant donné les conflits et

les frictions entre les pays capitalistes (s'il en fallait une preuve, le destin du Fonds Monétaire International l'a fournie). Une banque centrale mondiale pourrait être imposée par la puissance mondialement dominante, aussi longtemps qu'une telle puissance existe (et en fait, le Fonds Monétaire International, pour autant qu'il ait joué un rôle effectif quelconque, était un simple instrument du *Fédéral Reserve System* des Etats-Unis jusqu'à la fin des années 1960 ; pour les Russes, les choses ont été beaucoup plus faciles à l'intérieur de leur aire de domination politique). Le déclin, pendant ces dernières années, de la puissance économique et politique relative des Etats-Unis, et en particulier la forte détérioration de leur balance des transactions extérieures, a fait qu'il leur devient impossible de continuer, et encore moins de renforcer, leurs activités en tant que « régulateur en dernier ressort ».

L'autre possibilité qui reste est le rétablissement d'un mécanisme régulateur plus ou moins « autonome », tel que celui constitué par des changements fréquents des « valeurs » internationales relatives des monnaies nationales. A la limite, cela devient un système de « taux flottants généralisés ». Un tel système comporte ses propres irrationalités et ses propres problèmes ; en particulier, les pays pour lesquels la flotation amène une dévaluation continue de leur monnaie pourront avoir à affronter les problèmes internes que l'on a discutés plus haut à propos des dévaluations pures et simples. Mais, comme quelques experts internationaux l'ont noté l'année dernière, les critiques du système semblent oublier qu'il n'existe pas beaucoup d'autres solutions⁸. La situation qui prévaut actuellement, mélange d'une « flotation généralisée », de l'étalon-dollar et de quelques résidus persistants du rôle traditionnel de l'or, contient des facteurs de déséquilibre encore plus importants.

La tempête monétaire, 1969-1973.

Parmi ces facteurs de déséquilibre, mentionnons seulement le rôle décisif des « anticipations » ou projections portant sur les valeurs futures des monnaies (et donc aussi sur les valeurs internationales des marchandises et avoirs). Ces projections peuvent avoir une influence déstabilisatrice extrême. Ce facteur a joué un rôle central dans la séquence d'événements qui a conduit à la « suspension » indéfinie de la convertibilité du dollar en août 1971 et à ses dévaluations de décembre 1971 et de février 1973. Il avait déjà beaucoup contribué aux infortunes de la livre sterling pendant de nombreuses années. Aussi longtemps que la « confiance » dans le dollar restait solide, non seulement les banques centrales mais aussi les banques privées, les sociétés multinationales, etc. ont continué, pendant des années, à accumuler des dollars (détenant leurs avoirs liquides sous forme de dollars ou de créances à court terme libellées en dollars). Il s'agissait là de centaines de milliards de dollars. Lors-

⁸ O.C.D.E., *Perspectives économiques*, juillet 1973.

que l'érosion de cette confiance a commencé, en 1969, une « fuite devant le dollar » s'est manifestée, qui s'est rapidement nourrie d'elle-même et a atteint des dimensions inaffrontables pendant le premier semestre 1971, forçant finalement les Etats-Unis à abolir la convertibilité du dollar et par la suite à dévaluer.

Cette séquence d'événements, qui semblait alors devoir laisser l'économie capitaliste sans un moyen de paiement international, aurait pu déclencher une « crise de confiance » générale et conduire à une récession plus profonde que les précédentes ou même à une dépression ; cela d'autant plus, que les événements de l'été 1971 survenaient à un moment où l'économie des Etats-Unis se trouvait encore dans un état de récession fabriqué par la politique économique (1970-1971) et que les autres pays industriels passaient par une des phases périodiques de décélération de leur taux de croissance. Et, de fait, pendant l'automne de 1971, toutes les Bourses subirent des baisses catastrophiques. Les « anticipations » étaient sombres. Et les marxistes annoncèrent, plus fortement que d'habitude, que la « dernière crise » du capitalisme était en train d'arriver.

... et le boom de 1972-1973.

En réalité, et malgré la continuation des troubles monétaires internationaux, un des booms les plus forts de toute l'histoire du capitalisme commença à peu près à ce même moment. Le taux de croissance ; du P.N.B. de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. est passé de 3,5 % en 1971 à presque 6 % en 1972 et a dépassé 7 % en 1973. En même temps, le commerce international connaissait des taux d'expansion sans précédent. Cette période a été aussi (excepté une brève fluctuation de la mi-1971 au printemps de 1972, due essentiellement au blocage des prix imposé par Nixon aux Etats-Unis) une période de hausse rapide des prix, causée par les facteurs fondamentaux que l'on a discutés plus haut, dont l'action était cette fois-ci renforcée par la hausse des prix alimentaires (résultat, surtout, de l'admirable efficacité des « politiques » agricoles des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.) et des prix des matières premières (pour lesquels le rôle des anticipations inflationnistes a été important). Vers le milieu de 1973, le niveau général des prix dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. était en train d'augmenter à un taux annuel dépassant 8,5 %⁹. Après un certain temps, les dévaluations du dollar ont commencé à produire leurs effets. Pendant l'année 1973, la balance commerciale des Etats-Unis revenait rapidement vers une position excédentaire. Après un minimum atteint en juillet 1973, le rétablissement de la confiance envers le dollar commençait à faire remonter sa valeur internationale.

⁹ Les données chiffrées de ce paragraphe proviennent des *Perspectives économiques* de l'O.C.D.E., juillet 1973.

Au début de l'automne de 1973 on pouvait prévoir que, après le boom exceptionnellement puissant des deux années précédentes, 1974 serait une année d'expansion plus lente (en fait, les signes d'un ralentissement étaient clairs aux Etats-Unis, en Allemagne et au Japon), que la situation monétaire internationale deviendrait beaucoup plus calme, mais que l'inflation continuerait sans faiblir.

L'« accident » de la guerre israélo-arabe.

C'est alors que la guerre israélo-arabe explosa. Le pétrole arabe fut soumis à l'embargo. Les prix du pétrole quadruplèrent en trois mois. Les prix des autres matières premières montèrent au ciel. Et M. Heath, invoquant quelques statistiques erronées, refusa aux mineurs britanniques une modeste augmentation des salaires.

Ces événements confrontèrent le capitalisme occidental à une menace sans précédent. Ce qui se manifestait brutalement, était la claire possibilité d'une dislocation économique résultant de la pénurie soudaine d'un élément physique fondamental de la production (l'énergie). Cette pénurie n'était pas causée par des facteurs économiques, mais par des facteurs politiques. La situation révélait dramatiquement les catastrophiques implications potentielles, qui s'étaient accumulées pendant très longtemps, du processus de développement technologique capitaliste (et « socialiste »). Mais même en deçà d'une dislocation totale, la crise du pétrole aurait pu avoir des effets immenses. En réduisant énormément la demande adressée à certains secteurs stratégiques de la production capitaliste (automobile, aéronautique etc.) et en diminuant en même temps les possibilités de production de presque tous les autres secteurs (même de l'agriculture), ceci ne compensant nullement cela, la crise du pétrole aurait pu réduire à néant les anticipations des entreprises, provoquer des coupes très lourdes de l'investissement aussi bien que de la consommation, et aboutir cumulativement à une dépression *combinée* avec des hausses des prix - encore plus fortes. En bref, elle aurait pu conduire à une situation où un Napoléon doublé d'un Keynes se serait senti perdu, et où les Nixon, les Heath, les Wilson et les Pompidou auraient fait figure d'enfants arriérés à qui l'on demande de résoudre les problèmes de la théorie des champs unifiée. Dans une telle situation les instruments traditionnels de « régulation de la demande », que les gouvernements capitalistes avaient enfin péniblement appris à utiliser, auraient été totalement vains. Des mesures proches de celles d'une économie de guerre auraient dû être appliquées (allocation rigoureuse des ressources rares, contrôle des prix et des salaires sinon rationnement universel, etc.), et l'on aurait eu à les faire accepter par la population dans des conditions de « paix ».

Perspectives présentes.

Au moment où j'écris (début mars 1974), tout semble indiquer que, à moins que des luttes sociales ne se développent (ce qui est bien évidemment possible, et même plus probable que, par exemple, il y a un an, mais aucunement inévitable), l'économie capitaliste sera capable de réémerger de l'énorme tempête provoquée par la crise du pétrole - qui est venue s'ajouter aux premières manifestations d'un ralentissement du cycle économique, lui-même s'ajoutant à une crise monétaire internationale qui traîne, elle-même s'ajoutant à une inflation constamment accélérée -, et cela seulement au prix d'une nouvelle récession. Cette récession pourrait même ne pas être plus sévère que d'autres récessions que l'on a observées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ¹⁰.

Mais il faut bien le noter : nous *ne* sommes *pas*, *absolument pas* liés ni par cette « prévision » particulière, ni par ce *type* de prévision. Il aurait pu y avoir (et cela pourrait encore se produire) à cette occasion (ou à une autre, dans l'avenir), une crise économique très profonde, ou même une dislocation de l'économie capitaliste encore plus aiguë que n'en ait jamais osé rêver même le trotskiste le plus exalté. Mais une telle crise ne constituerait pas une confirmation, mais une *réfutation* de toute la conception marxiste, économique et générale. Car elle ne saurait être saisie au moyen d'une analyse marxiste, pour les mêmes raisons que la situation présente ne saurait être saisie au moyen d'une analyse de ce type. Elle n'aurait pas été le résultat des facteurs que le marxisme considère comme agissants et fondamentaux. En particulier, elle n'aurait pas été le produit d'une « contradiction » entre la capacité du système à « produire de la plus-value » et son incapacité à « réaliser la plus-value ». Elle aurait été le résultat de facteurs sur lesquels le marxisme n'a rien ou presque rien à dire (ou qu'il considère comme secondaires et périphériques par rapport aux « lois économiques fondamentales » du capitalisme). Les plus importants de ces facteurs sont : les luttes sociales comme déterminant fondamental de l'évolution économique ; les conflits politiques entre les couches dominantes des différents pays et à l'intérieur de ces couches ; la manière, nécessairement mi-« rationnelle »

¹⁰ Cela doit être assorti d'une restriction - qui est en fait très importante. C'est que, une fois que la hausse massive « une fois pour toutes » du niveau des prix causée par les événements récents aura fini de se propager à travers le système (les économies capitalistes dominantes doivent permettre que cette hausse ait lieu, afin de réduire le changement des termes de l'échange entre pays industrialisés et pays producteurs de pétrole et de matières premières, et rétablir un certain équilibre des transactions entre les premiers et les seconds), les pays capitalistes réussissent soit à arrêter l'accélération de l'inflation des prix, soit à apprendre à vivre sous des conditions « latino-américaines ». Rien ne garantit qu'ils y parviendront. Rien non plus, qu'ils n'y parviendront pas. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises l'issue dépend, en dernier lieu, des réactions et des actions des travailleurs.

mi-« irrationnelle » d'après laquelle les gouvernements capitalistes gèrent l'économie et décident de leur politique générale ; le jeu politico-militaire mondial et son étape présente (qui conditionne la capacité des chefs de quelques tribus bédouines à extraire des puissances impérialistes, l'espace d'une nuit, une rente d'environ cent milliards de dollars par an. Cela peut-il être expliqué en termes de la « théorie de la valeur-travail » - ou bien est-ce là une manifestation de la « baisse du taux de profit » ?) ; et, *last but not least*, l'absurdité intrinsèque du développement *technologique* capitaliste, célébré par Marx et les marxistes comme la Raison agissante en personne.

La possibilité du déclenchement d'une crise économique (dont l'apparition, le type et le contenu auraient été imprévus et imprévisibles pour n'importe qui, et en particulier pour les marxistes utilisant leur « méthode ») à partir des récents événements politiques internationaux, confirme amplement les conceptions formulées dans *Le mouvement révolutionnaire dans le capitalisme moderne*. Une telle crise, si elle était apparue - ou si elle apparaissait maintenant - aurait été un « accident » par rapport à l'économie elle-même. Elle n'aurait pas été l'effet du fonctionnement propre de l'économie comme telle, mais de facteurs extrinsèques, extérieurs à l'économie - et cela est, depuis Aristote, la définition même de l'« accident ». J'ai écrit plus haut (Chapitre VI du « *Mouvement révolutionnaire...* » que « *chaque crise particulière peut apparaître comme un " accident " ; mais, dans un tel système, l'existence d'accidents, et leur répétition périodique - quoique non " régulière " sont absolument nécessaires* ». Car cette société est fondamentalement *irrationnelle*. Et cela implique *qu'il n'existe pas* une « dynamique de ses contradictions » simple, directe, belle (et ainsi finalement rationnelle). Cela peut pousser au désespoir ceux qui croyaient avoir trouvé, dans trois formules économiques élémentaires, la clé des secrets de l'histoire humaine. Mais ces gens, quelle que soit l'étiquette qu'ils s'attribuent, n'avaient jamais compris quel est l'objet de la révolution.

Les révolutionnaires qui veulent comprendre le fonctionnement du système doivent se situer à ce point archimédien : la lutte des êtres humains contre leur aliénation, et le conflit et le déchirement qui en résultent dans toutes les sphères, tous les aspects, tous les moments de la vie sociale. Aussi longtemps que cette lutte continue, les couches dominantes continueront à être incapables d'organiser leur système d'une manière cohérente, et la société continuera à rouler d'accident en accident. Telles sont les conditions de l'activité révolutionnaire à l'époque présente - et elles sont amplement suffisantes.

17 mars 1974

Le livre de Jean-Michel Denis que l'on va lire n'est pas le premier travail effectué sur le mouvement des coordinations qu'a connu la France entre 1986 et 1988. Mais c'est, à ma connaissance la première synthèse importante publiée sur le sujet ; le premier aussi à poser des questions qui dépassent la simple description ou analyse des faits et rejoignent par ce biais en apparence mineur, certaines des interrogations les plus lourdes que l'on puisse se poser sur l'évolution et l'avenir de notre société. Les quelques lignes qui suivent veulent aider le lecteur à le situer explicitement dans ce contexte plus ample.

L'apparition des différentes coordinations pendant la période 1986-1988 (étudiants et lycéens, cheminots, instituteurs, travailleurs de la SNECMA et d'Air France, infirmières) frappe par un ensemble de traits qu'il importe de rappeler brièvement. Cette série de mouvements survient au milieu d'une longue période d'apathie sociale. Ces mouvements « spontanés » se situent d'emblée en dehors des syndicats (et à plus forte raison des partis politiques). Mouvements auto-organisés, ils rappellent par plusieurs aspects ceux de la période 1968-1974. Occasionnels et passagers, limités à des secteurs que l'on peut, sans abus de langage, qualifier d'atypiques et périphériques par rapport aux secteurs traditionnellement actifs et combattifs de la population salariée, ils n'en éveillent pas moins un écho considérable dans l'opinion.

Evanescence du conflit social et politique ¹¹

Ces traits les singularisent par le contraste qu'ils forment avec les caractéristiques les plus nettes de la période social-historique que nous traversons. En effet l'observateur neutre ou partisan, ne peut pas ne pas être frappé par l'extrême faiblesse, mieux, l'évanescence quasi complète du mouvement ouvrier et plus généralement du conflit social et politique pendant les dernières décennies. Pour nous limiter aux aspects les plus proches de notre présent objet, mentionnons simplement le délabrement des syndi-

¹¹ Les intertitres de ce textes ont été rajoutés.

cats, en nombre (cotisants) et en participants actifs (militants), la disparition des grandes grèves ordonnées ou contrôlées par les syndicats, l'extrême diminution des grèves et mouvements de toute sorte et, pendant les quinze dernières années, l'acceptation répétée par les syndicats et par leurs adhérents de contrats portant réduction des salaires ou plans de licenciement. Certains de ces traits ont été plus marqués en France qu'ailleurs, pour d'autres c'est l'inverse, mais pour l'essentiel ils sont communs à tous les pays industrialisés.

Ces phénomènes viennent de loin. Leurs causes, plutôt leurs conditions, sont évidemment multiples, et cette multiplicité s'accompagne de différences d'importance et d'intensité selon les pays et les périodes. Pourtant, le résultat est partout un et le même dans son noyau de sens. Cela ne signifie pas que causes ou conditions perdent leur signification par annulation réciproque, mais renvoie à cette propriété fascinante et mystérieuse des grands mouvements social-historiques : leur surdétermination, et la synergie elle-même variable de facteurs apparemment (et « réellement ») déconnectés que rien ne condamnait d'avance à une mise en jeu synchrone, et qui ne peuvent pas être simplement additionnés, car chacun n'acquiert son sens et son efficace que par sa conjonction avec les autres. Les lignes qui suivent permettront aussi, j'espère, d'illustrer cette idée.

« Contre-offensive » de la « droite » et régression idéologique

On peut ainsi invoquer pour comprendre cette atonie - et l'on n'aura pas tout à fait tort - le changement d'atmosphère économique depuis une vingtaine d'années (changement imputé peu ou prou aux deux « chocs pétroliers » et devenu du reste le sésame de toutes les explications journalistiques et le cache-misère de l'oligophrénie des politiciens). Il est certain que, par rapport à la période des trente années précédentes (1945-1975), l'expansion économique des pays riches s'est ralentie, parfois s'est arrêtée, en même temps que le chômage atteignait des niveaux sans précédent pour la période d'après guerre. Rien de tout cela n'est fait pour encourager une attitude combative des ouvriers ou de salariés en général. Mais il serait superficiel de s'arrêter sur ces facteurs. On ne constate pas des différences notables de ces attitudes dans les pays moins frappés par la récession, ni une résurgence des mouvements pendant les périodes de reprise économique qui ont existé, comme celle à laquelle on assiste en ce moment même (1994). Plus important, on néglige de s'interroger sur ce qui, dans la situation sociale et les rapports de force, a permis cette évolution économique.

En fait, le ou les « chocs pétroliers » auraient pu être affrontés avec des politiques économiques tout à fait différentes de celles qui ont été suivies¹² et tout s'est passé comme si les couches dirigeantes avaient mis à profit l'inquiétude générale pour faire accepter des politiques dont les finalités étaient tout autres. En gros, on observe depuis 1979 ce qu'on aurait appelé traditionnellement une « offensive » (ou « contre-offensive ») de la « droite », que l'on peut symboliser par les noms de Thatcher et de Reagan, mais qui dépasse largement aussi bien ces deux personnages que les pays qu'ils ont dévastés (les « socialistes » français ont brillé tout autant par leur ardeur dans le combat pour la « réhabilitation du profit » et la « restauration des marges des entreprises »). Cette offensive est allée de pair avec - a été conditionnée par, mais aussi a conditionné - une régression idéologique d'une rare ampleur. Les idéologies « de gauche » sont entrées dans une nouvelle phase d'intense décomposition, alors que les courants « de droite » resuçaient avec béatitude des erreurs élémentaires réfutées depuis trois quarts de siècle (comme le monétarisme, simple réédition sous maquillage économétrique de la vieille théorie quantitative de la monnaie ou « l'économie de l'offre », *supply-side economics*, caractérisée par Bush lui-même d'« Économie-vaudou »). Les proclamations de ces Gouvernements étaient, du reste, en désaccord criant avec leur pratique - phénomène à signaler non pas parce qu'il serait neuf dans l'absolu, mais parce qu'il était pratiquement inédit dans le domaine économique. Thatcher et Reagan ont été élus en promettant qu'ils débarrasseraient la société du *Big Government* ; à la fin de leurs mandats, la part des dépenses étatiques dans le PNB était pratiquement inchangée. Ils avaient tout autant dénoncé le keynésianisme - mais n'importe quel keynésien aurait condamné comme caricaturalement excessifs les déficits de l'administration Reagan. Mais cette rhétorique de camouflage a permis d'atteindre, à défaut des objectifs proclamés, les objectifs réels de la nouvelle politique : tout bêtement la redistribution du revenu national en faveur des riches et au détriment des pauvres.

Cependant, l'évolution que nous discutons ici remonte à une période bien antérieure à 1975-1980. Ce n'est pas l'offensive de la droite qui peut expliquer l'apathie politique et sociale, c'est celle-ci qui a permis la victoire de celle-là. Nixon n'était pas moins « réactionnaire » que Reagan - mais il ne pouvait pas ne pas continuer la politique « sociale » de Kennedy-Johnson. Les *tories* des années 50, 60 ou 70 n'étaient certes pas

¹² J'en ai parlé dès 1974, dans l'« Introduction » à la seconde édition anglaise du *Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne*, repris dans *Capitalisme moderne et révolution*, Paris, 1979, Éd. 10/18, pp. 224-258.[Voir texte précédent]

« progressistes » - mais il aurait été inconcevable qu'ils se fussent attaqués à la législation sociale et fiscale avec la sauvagerie de Thatcher et, surtout, que dans un tel cas la population fût restée sans réaction. Bref, si pour l'essentiel ce sont les politiques économiques appliquées depuis 1979-1980 un peu partout qui ont été responsables de la prolongation des récessions et de la lourdeur du chômage, la condition pour que de telles politiques l'emportent a été une modification substantielle du rapport de forces social, elle-même conditionnée par une apathie croissante des populations travailleuses. C'est vers une élucidation de celle-ci que nous devons nous tourner, si nous voulons comprendre l'histoire des dernières décennies.

On pourrait relier cette apathie à la diminution de l'importance quantitative de la classe ouvrière (industrielle), sous le double effet du déclin des industries traditionnelles (résultat à la fois de modifications dans la structure de la demande finale et des délocalisations), et d'une accélération des changements techniques. Ce sont là des faits incontestables et dont on ne peut nier la signification. Ils ne suffisent cependant pas à faire comprendre pourquoi les travailleurs du secteur des « services », en expansion continue, qui depuis bientôt un siècle voient à la fois leur importance numérique croître, l'industrialisation et la collectivisation de leur travail progresser et leur statut se dégrader, sont loin de développer la solidarité et la combativité qui ont caractérisé le prolétariat industriel pendant un siècle et demi ¹³.

Facteurs d'intégration progressive du mouvement ouvrier

Nous sommes ainsi amenés à regarder au-delà de la production et de l'économie. Et d'abord, vers l'évolution du mouvement ouvrier lui-même, au plan syndical aussi bien qu'au plan politique. Le phénomène premier est ici, évidemment, la bureaucratisation des organisations ouvrières, syndicats aussi bien que partis politiques, et ce dès le début du XXe siècle¹⁴. Processus long et très complexe, circulaire on peut dire pour autant que la moindre participation des ouvriers à la direction de leurs organisations favorisait la bureaucratisation de celles-ci, laquelle à son tour en éloignait les tra-

¹³ C. Wright Mills s'interrogeait, dès 1951, sur les possibilités d'un tel développement dans *White Collar [Les cols blancs ; essai sur la classe moyenne américaine]*, Seuil 1970). Elles avaient été envisagées positivement au sein du groupe « Socialisme ou Barbarie ». Cf. « Une expérience d'organisation ouvrière : Le Conseil du personnel de AG Vie », R. Berthier (Henri Simon) in *Socialisme ou barbarie* n°20.

¹⁴ Sur le processus de bureaucratisation, voir mes textes réunis dans *La société bureaucratique* (Christian Bourgois, Paris, 1990) et *L'expérience du mouvement ouvrier*, 2 vol., Paris, Éd. 10/18, 1979.

vailleurs. A cela il faut ajouter la grande scission entre communisme et social-démocratie à partir de 1917-1919 avec son impact déterminant du moins pour l'Europe continentale, puis les effets, trop complexes pour qu'on puisse ici y faire plus qu'une simple allusion, de la participation de plus en plus fréquente des partis (et syndicats) socialistes aux gouvernements de « gestion loyale » du régime capitaliste, comme du pouvoir bolchevique en Russie perçu par les uns comme « édifiant le socialisme », par les autres comme une dictature exercée sur la population toutes classes confondues. Si, dans ce dernier cas, les effets ont pu être mystificateurs à court terme ils ont été effroyablement démoralisants à moyen et long terme au fur et à mesure que la vérité sur le « socialisme réelle commençait à se faire jour. Pendant très longtemps, tout cela n'a pas empêché une part importante de la classe ouvrière d'adhérer, du moins formellement, à ces organisations, ni sa majorité d'en suivre la plupart du temps les consignes, commençant ou arrêtant les grèves selon les décisions des centrales syndicales. Mais à la fin ces effets se sont comme cumulés et à partir d'un moment - que pour la France, malgré l'explosion de 1968, on peut situer à la fin des années 1950 - tout se passe comme si la classe ouvrière, inerte et décollectivée, avait cessé d'exister comme force sociale. Cette constatation n'est pas infirmée, mais plutôt corroborée par l'apparition « spontanée » de formes sporadiques d'organisation et/ou de lutte, parmi lesquelles précisément, en France, les coordinations.

Transformations du capitalisme

Mais, avant d'y venir, il faut, ne serait-ce que très brièvement, rappeler un autre élément tout à fait central de l'évolution d'après-guerre : les modifications profondes dans le comportement effectif du système capitaliste que traduisent aussi bien l'instauration de l'« État-providence » que l'acceptation par l'Etat de responsabilités quant à l'évolution de l'économie et de la société, les accroissements annuels réguliers des salaires comme partie intégrante désormais acceptée du processus économique que la réduction du temps total du travail etc. - bref, tous les traits qui manifestement distinguent et opposent la société capitaliste de 1870 ou de 1930 et celle de 1970 et qui, malgré la « contre-offensive » décrite plus haut, restent pour l'essentiel vrais encore aujourd'hui. Le mode d'emprise du régime sur les populations s'est modifié, il passe désormais par l'appât de la consommation, l'abrutissement télévisuel, le retrait de chacun sur sa sphère personnelle - l'ensemble des traits que j'ai caractérisé, il y a déjà trente-cinq ans, comme la privatisation des individus dans les sociétés de

capitalisme moderne ¹⁵. Cette évolution présuppose certes, entre autres, la capacité du système de fournir, bon an mal an, une croissance économique satisfaisante. Ce qui pourrait se passer si cette condition cessait d'être remplie est une question qui dépasse notre propos présent. Notons seulement que la différence apparue à cet égard depuis 1980 consiste en ce que ces conditions (emploi régulier, élévation ou du moins stabilité des salaires réels etc.) ne sont plus remplies que pour 80% de la population, le poids de la « crise » ayant été transféré sur les 20% « inférieurs » de la société devenus du même coup incapables d'y répondre si ce n'est de façon explosive et inefficace.

Des promesses des mouvements auto-organisés...

Ces remarques peuvent aussi servir de commencement de réponse à la question : et pourquoi donc, en s'éloignant de ses organisations bureaucratiques ou en les rejetant, la classe ouvrière n'a pas été capable de créer d'autres formes d'organisation, si ce n'est marginalement et sporadiquement ? Pour parler de façon sommaire et brutale, pendant cette période la classe ouvrière, la population salariée en général, s'est comportée comme si elle s'était « intégrée » dans le système. Elle ne manifeste aucun désir de changement du régime social, ni de sa propre place dans celui-ci. Une société qui avait été, pendant un siècle et demi, une société de conflit se transforme en une société de consensus, l'amélioration est recherchée par les efforts individuels dans le cadre des règles existantes (perspective entretenue par l'expansion considérable de la scolarisation et de l'instruction pendant cette période), et pour le reste elle est supposée devoir être automatique. Le gâteau gonfle dans toutes les directions, le « progrès » devrait assurer une augmentation homothétique (proportionnelle) de toutes les quantités pertinentes, donc aussi du « bien-être » matériel. Cet imaginaire capitaliste triomphant est de nouveau brutalement secoué par la réalité depuis dix ou quinze ans. Pour l'instant, le seul résultat semble être une aphasie sociale et politique généralisée. En contrepoint aux grandes tendances évoquées plus haut on observe pendant toute la période considérée des contre-mouvements importants dans tous les grands pays industriels. Des organisations et des luttes élémentaires, inofficielles ou informelles, ont incarné l'écart grandissant entre la classe ouvrière et « ses » organisations, les organisations officielles chargées de la « représenter » ou se réclamant d'elle. Ainsi les délégués d'atelier (*shop stewards*) en Grande-Bretagne dès

¹⁵ Voir « *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » op. cit.

la Première Guerre mondiale ou aux Etats-Unis à partir de 1935-1937, ou, en France, après la Seconde guerre mondiale, les Comités de lutte dont celui des Usines Renault, responsable de la première grève importante d'après guerre (avril 1947) est le plus connu. Ainsi aussi les innombrables grèves sauvages, dans ces pays et dans plusieurs autres, qui ont jalonné la période 1945-1980. Nous avons été quelques-uns - le groupe *Socialisme ou Barbarie* en France, *Correspondence* aux États-Unis, *Solidarity* en Grande-Bretagne - à voir dans ces formes plus qu'une réaction à la bureaucratisation des syndicats et des partis : l'annonce et le noyau des formes à venir du mouvement social ¹⁶. L'évolution de la dernière période, avec les traits esquissés plus haut, n'a pas confirmé cette perspective, - sous réserve de ce que peut faire penser l'analyse du phénomène des coordinations de la période 1986-1988, qui forme précisément l'objet de cet ouvrage. La question que l'on ne peut pas ne pas se poser, et que Jean-Michel Denis formule très bien, est de savoir si les coordinations marquent le début ou la fin d'une étape. Il est clair que pour l'instant elle ne comporte pas de réponse.

... aux ambiguïtés des coordinations actuelles

Il est plus fructueux d'attirer l'attention du lecteur sur certaines caractéristiques des coordinations qui les relient à la problématique plus générale de notre époque. Que le mouvement des coordinations traduise une aspiration, fût-elle confuse, vers l'autonomie, me paraît incontestable. Aspiration qui se traduit par le refus de la tutelle des organisations traditionnelles, la forte dimension de démocratie directe qui caractérise le mouvement, le trait remarquable (et que Jean-Michel Denis met bien en lumière) de la subsidiarité des délégués, l'importance prise par les relations « horizontales » et non plus « verticales » (hiérarchiques) dans la conduite de l'action. Mais il faut aussi noter les ambiguïtés qui marquent le mouvement.

Comme le montre Jean-Michel Denis, les participants au mouvement des coordinations portent un « sentiment d'implication » et une « volonté d'appropriation du mouvement ». Beaucoup plus que la méfiance à l'égard des bureaucraties traditionnelles (qui aurait pu maintenir les gens dans la simple inaction), s'exprime par là le souhait d'une action autonome et la capacité de la réaliser. Mais en même temps, les actions des participants et les faits eux-mêmes montrent un refus d'un engagement durable, dépassant les limites de l'action entreprise on peut certes dire qu'un tel engagement

¹⁶ Voir les nombreux textes sur ces nouvelles formes d'organisation et de luttes réunis dans *L'expérience du mouvement ouvrier*, op. cit.

(la tentative d'instaurer des formes d'organisation permanentes) reconduirait fatalement au type syndical d'organisations celui précisément que les participants avaient commencé par mettre à distance. Mais cette objection ne vaudrait que sur le présupposé que la « forme syndicale » est indépassable, la seule disponible pour la période historique en cours, en dehors de laquelle il ne pourrait y avoir, au mieux, que des « coordinations », précisément, sporadiques et éphémères ; en d'autres termes, sur le présupposé que toute organisation collective dans la période contemporaine est condamnée à la bureaucratisation. Incontestable comme description de tout ce qui s'est passé jusqu'ici, cette proposition ne peut légitimement être extrapolée à tout avenir prévisible. Une autre manière de formuler la question est celle-ci on trouve dans les « Conclusions » de Jean-Michel Denis des formulations pouvant faire penser qu'à ses yeux autonomie et institution s'opposent irréductiblement. A mes yeux une telle idée serait à coup sûr erronée. Mais il est vrai qu'elle existe puissamment dans l'esprit des gens. En d'autres termes, alors que, en droit, autonomie et institution ne s'opposent nullement (même si la question de la création d'institutions de l'autonomie dans le monde moderne reste entièrement ouverte), Jean-Michel Denis a raison de les opposer dans la « conscience » ou la perception des gens, puisque pour ceux-ci les institutions, les seules concevables, sont celles qu'ils rencontrent - Etat, partis, syndicats, entreprises... - et que celles-ci sont justement perçues comme des institutions de l'hétéronomie. Nous sommes là devant le nœud de la situation historique contemporaine. Les gens tirent de leur expérience la conclusion que les institutions ne peuvent être que des institutions de l'hétéronomie - concrètement, bureaucratiques - que donc il est futile d'essayer d'en créer d'autres. Par là même, ils renforcent et consolident l'existence de ces institutions que leur action aurait pu mettre en question s'ils pensaient et se comportaient autrement.

J'ai commenté brièvement ici les questions plus directement politiques soulevées par le travail de Jean-Michel Denis. Le lecteur s'apercevra que celui-ci aborde avec bonheur plusieurs autres problèmes mis en jeu par le mouvement des coordinations. Ainsi, par exemple, l'état actuel des syndicats et leur réformabilité ; le rôle de l'Etat et la crise, réelle ou perçue, du secteur public et parapublic de l'économie ; ou encore le rôle des médias dans l'amplification de la résonance du mouvement. Il les aborde avec la même rigueur et le même sens de l'équilibre qui caractérisent tout le reste de son travail et qui feront de celui-ci un instrument précieux pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du mouvement social à l'époque contemporaine.

Les thèmes abordés dans ce texte sont développés dans de nombreux autres articles de C. Castoriadis. Ceux qui sont (ré)édités sont répartis en plusieurs volumes chez Seuil, d'autres paraissent en brochures. On pourra lire par exemple :

En Brochures : « *Mai 68 : la révolution anticipée* », « *'Socialisme' et société autonome* », « *Autogestion et hiérarchie* », « *Entretiens (1973 - 1996)* » ; « *Racines et logique du projet révolutionnaire* » ; « *La question de l'histoire du mouvement ouvrier* » ; « *Politiques, démocratie, valeurs occidentales* » ; « *Crise économique, sociale et politique* » ; ...

• **Sur l'état actuel de la société :** « *Une 'démocratie' sans la participation des citoyens* », in *Une société à la dérive*, 2005 ; « *L'époque du conformisme généralisé* » in *Le monde morcelé 1990* ; « *Le délabrement de l'occident* », « *La crise des sociétés occidentales* » & « *La crise du processus identificatoire* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *L'industrie du vide* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; ...

• **Sur le capitalisme :** « *La « rationalité » du capitalisme* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *L'époque du conformisme généralisé* » & « *Voie sans issue* » in *Le monde morcelé 1990* ; « *La crise des sociétés occidentales* », in *La montée de l'insignifiance*, 1996, « *Marx aujourd'hui* » & « *Réflexions sur le « développement » et la « rationalité »* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; ...

• **Sur la révolution :** « *Théorie et projet révolutionnaire* » in *L'institution imaginaire de la société*, 1975 ; « *La révolution devant les théologiens* » & « *L'idée de révolution* » in *Le monde morcelé*, 1990 ; « *Héritage et révolution* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *Nature et valeur de l'égalité* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; « *Valeur, égalité, justice, politique, ...* » in *Les carrefours du labyrinthe*, 1978 ; ...

• **Sur les errances des mouvements d'émancipation :** « *Mai 68 : La révolution anticipée* » in *La brèche*, 2008 ; « *Les mouvements des années soixante* » & « *Marxisme-léninisme : la pulvérisation* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *Sur la dégénérescence de la révolution russe* » in *La société bureaucratique*, 1990 ; « *Le marxisme : bilan provisoire* » in *L'institution imaginaire de la société*, 1975 ; ...

• **Sur la démocratie :** « *Quelle démocratie ?* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *La polis grecque et la création de la démocratie* » & « *Nature et valeur de l'égalité* » in *Domaines de l'homme*, 1986, « *Imaginaire politique grec et moderne* » & « *La démocratie comme procédure et comme régime* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *Transformation sociale et création culturelle* » in *Une société à la dérive*, 2005 ; ...

Contact : quentin@no-log.org